

A photograph of a refugee camp in Ituri, showing people, a fire, and various supplies.

Violence et Instabilité en Ituri

**CONFLIT, MYSTICISME ET
CAMOUFLAGE ETHNIQUE
DANS LA CRISE DE DJUGU**

**Amir Sungura,
Limbo Kitonga,
Bernard van Soest
et Ndakasi Ndeze**

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Amir Sungura, Limbo Kitonga, Ndakasi Ndeze et Bernard van Soest sont des chercheurs spécialisés dans les dynamiques de conflit en Afrique centrale avec plus de cinquante ans d'expérience cumulative. Ils sont co-fondateurs du Cercle de Concertation, un collectif décolonial de recherche et groupe de réflexion apolitique basé à l'est du Congo.

© 2020 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique

Traduction française © 2021 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot
Directeur de recherche : Christoph Vogel
Responsable projet et formation : Michel Thill
www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia
Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa
www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker
www.gicnetwork.be

PUBLICATION

Éditorial : Lee Gillette
Traduction : Martial Elfi Kashori
Designer : Marie Wynants, achttien.eu

Violence et Instabilité en Ituri

**CONFLIT, MYSTICISME ET
CAMOUFLAGE ETHNIQUE
DANS LA CRISE DE DJUGU**

**Amir Sungura, Limbo Kitonga,
Bernard van Soest et Ndakasi Ndeze**



Sommaire exécutif

Ce rapport analyse la série d'attaques perpétrées en Ituri, dans le territoire de Djugu et ses environs, depuis fin 2017. En s'appuyant sur une analyse historique et récente du conflit, il met en évidence des déclencheurs récents de la crise en cours, néanmoins enracinés dans une longue durée de tensions foncières, économiques et territoriales, souvent inscrites dans des binaires ethniques. Située dans une zone géopolitiquement stratégique, bien que contestée, et façonnée par des défis sécuritaires plus larges dans l'est de la RDC, la crise de Djugu a rapidement dégénéré, avec des centaines de morts et un demi-million de personnes déplacées. Si la violence semble être principalement l'œuvre de la nébuleuse CODECO, un mouvement mystico-armé, la réplique du gouvernement a davantage compliqué la violence au lieu de l'atténuer. Ce rapport démontre que la consolidation de la paix à Djugu dépendra d'une compréhension plus approfondie des dynamiques de conflit et nécessite prendre en compte les manipulations et récupérations politiques. Les efforts de stabilisation doivent ainsi s'inscrire dans un cadre plus large, afin de résoudre les tensions de longue durée liées au foncier et à l'identité.

Table des matières

1 INTRODUCTION	6
2 HISTORIQUE DES CONFLITS EN ITURI	8
2.1 L'Ituri à l'époque coloniale	8
2.2 L'Ituri de 1960 à 1998	11
2.3 La guerre de l'Ituri et ses conséquences	13
3 RETRACER LA CRISE DE DJUGU	18
3.1 Les moments déclencheurs de la violence en 2017	20
3.2 La première vague d'attaques en 2018	21
3.3 Le conflit se poursuit en 2019	24
4 RACINES, ACTEURS ET DYNAMIQUES DU CONFLIT	29
4.1 Trajectoires historiques	30
4.2 Les moteurs de la violence	32
<i>Rumeurs, complots et tracts</i>	34
<i>Provocations et appels superficiels à la paix</i>	35
<i>Gouvernance et État de droit</i>	37
<i>L'absence d'un DDR durable</i>	38
<i>Conflits fonciers, enclaves et luttes de « territoire ethnique »</i>	39
<i>L'ombre de l'or et du pétrole</i>	41
4.3 Principaux acteurs dans la crise	42
<i>Les réseaux CODECO et ex-FNI</i>	42
<i>Les réseaux Ex-UPC/PUSIC</i>	45
<i>L'armée congolaise</i>	45
<i>Les élites politiques et économiques</i>	48
<i>Acteurs régionaux</i>	49
5 L'IMPASSE DE STABILISATION	51
6 CONCLUSION	54
7 BIBLIOGRAPHIE	57
ANNEXE : CARTES ADMINISTRATIVES DE DJUGU ET MAHAGI	58

Située au Nord-Est de la République démocratique du Congo (RDC), la province de l'Ituri a connu une nouvelle et importante vague de violence armée depuis 2018. Si une grande partie de la violence se concentre sur le territoire de Djugu (situé le long des rives Ouest du lac Albert), d'autres parties de l'Ituri ont été touchées par l'afflux de déplacés internes (IDPs) et par des attaques sporadiques. Cette recrudescence de la violence s'inscrit dans une longue histoire de tensions foncières et identitaires et d'un conflit armé majeur, connu sous le nom de « guerre de l'Ituri », entre 1999 et 2004.¹

Cette étude fournit une analyse approfondie des violences qui ont embrasé certaines parties de l'Ituri, Djugu en particulier, tout au long de 2018 et 2019. Elle donne un aperçu d'un conflit qui a fait plus de 700 morts et au moins un demi-million de déplacés (OHCHR 2020) et en décrit ses contours au sens large. Elle examine les différentes vagues de violence depuis lors et offre une compréhension préliminaire de la façon dont cette nouvelle instabilité est ancrée autant dans les dynamiques antérieures qu'actuelles. En cela, elle aborde les points suivants :

- Les principaux facteurs qui ont déclenché les violences à Djugu entre 2018 et 2019
- Les principales dynamiques, auteurs et instigateurs potentiels de la violence
- Les principales dynamiques d'escalade au cours des différentes phases du conflit actuel
- Les leçons qui peuvent guider la programmation future de stabilisation

¹ Les auteurs tiennent à remercier le CRG, le GEC-SH et le comité de lecture. Les noms d'auteurs sont des pseudonymes.

Pour répondre à ces questions, l'étude utilise une approche mixte, s'appuyant sur un important travail de terrain réalisé en septembre 2019 par les auteurs pendant trois semaines de recherche qualitative simultanée, basée sur des entretiens semi-structurés. Ces entretiens se sont focalisés sur les témoins, victimes, auteurs potentiels et principales parties prenantes au niveau local et provincial. En outre, le rapport s'appuie sur des recherches existantes sur l'Ituri, et plus particulièrement sur Djuju, ainsi que sur des preuves documentaires recueillies tout au long du processus de recherche. Enfin, le rapport utilise les témoignages de tiers et les cartographies disponibles de la violence autour de Djuju. Tout au long du processus d'analyse, ces différentes sources ont été triangulées les unes par rapport aux autres et comparées à d'autres données publiques (par exemple, les rapports des médias et des Nations unies) pour appuyer les données qualitatives recueillies.

Le chapitre prochain présente le contexte historique et la situation socio-économique de l'Ituri, partant des racines coloniales de la contestation pour situer les principaux facteurs sous-jacents aux conflits tels que l'accès à la terre et la politique locale, ainsi que le rôle de la guerre de l'Ituri de 1999 à 2004. Ensuite, un chapitre descriptif retrace le début et l'évolution de la crise actuelle entre fin 2017 et fin 2019. Cette partie contient des informations chronologiques et précède le chapitre analytique. Divisée en trois sections, l'analyse commence par présenter les parties prenantes à la crise actuelle. Elle se poursuit par une discussion sur les dynamiques historiques enracinées qui contribuent au conflit actuel et sur les conditions récentes favorables à l'éclatement de la violence et les principaux déclencheurs du conflit actuel. Le dernier chapitre substantiel juxtapose la crise actuelle avec les opportunités et limites de la stabilisation et de la consolidation de la paix avant de passer à une conclusion générale.

Historique des conflits en Ituri

Ce chapitre examine les principales trajectoires historiques et socio-économiques qui sont au centre de la crise actuelle. Le chapitre passe en revue l'époque coloniale et postcoloniale de l'Ituri en s'appuyant sur les études existantes et en se référant aux témoignages recueillis sur terrain. Il présente également les principaux clivages sociaux, politiques, économiques et ethniques qui ont marqué la situation difficile de l'Ituri depuis lors. Cette section est fondamentale pour comprendre le long terme, mais elle peut être ignorée par les lecteurs intéressés uniquement par les événements actuels.

2.1 L'Ituri à l'époque coloniale

L'Ituri a une longue histoire de violence, dont la majeure partie résulte de manipulations politiques pendant et après l'époque coloniale. S'il est bien connu que les communautés Banyali et Bambuti vivaient des lors dans l'Ituri contemporain, les migrations successives à partir du XVII^e siècle ont fait arriver les Lendu et les Hema de ce qui est désormais le Sud-Soudan et l'Ouganda. Actuellement, les Lendu, Hema, Alur et Lugbara forment les quatre principales communautés de l'Ituri. Si le conflit est complexe et à plusieurs niveaux dans toute l'Ituri, il a souvent fait surface sous la forme d'un clivage ethnique entre Lendu et Hema, tous deux revendiquant l'autochtonie dans l'Ituri contemporain.

Si les Lendu sont considérés comme des agriculteurs, les Hema sont vu comme des éleveurs, bien qu'un examen plus approfondi suggère que ce

binaire est fluide. Comme ailleurs, l'administration coloniale a eu recours à des raccourcis dans ses efforts pour comprendre et gouverner les populations de l'Ituri. Une approche du type « diviser pour mieux régner » a ainsi été adoptée, guidée par des théories racistes prônant une supériorité Hema. Ainsi, il est important de noter que de nombreux Hema, mais pas tous les Lendu parlent le Kilendu comme langue maternelle :

La dénomination « Lendu » fait référence aux Lendu parlant le kilendu [également appelé les « Bale »] (principalement du territoire de Djugu), tandis que les Lendu du Sud, connus sous le nom de Lendu-Bindi ou Ngiti, parlent le kingiti. Il existe également des Hema du Nord parlant le kilendu, appelés Gegere, et des Hema du Sud [également connus sous le nom de « Nyoro »], qui parlent le kihema. Le terme générique Hema désigne principalement les Hema du Sud et les Gegere. (Pottier 2004 : 153).

S'il est difficile de retracer les raisons de cette évolution linguistique, en l'absence de sources écrites significatives antérieures à la colonisation du Congo, il convient toutefois de noter que les délimitations administratives et coutumières actuelles entre les chefferies Hema et les secteurs Lendu sont fortement imbriquées. Cette situation a créé ce que l'on appelle des « enclaves » (voir ci-dessous), ce qui suggère que les deux, ou les quatre communautés (selon la classification Lendu-Bale, Ngiti, Gegere et Hema-Nyoro), partagent des liens importants en matière sociale et économique. Cette observation réfute toute interprétation ethnique binaire simpliste de la crise actuelle, ainsi que des conflits passés.

De plus, notant des modèles d'organisation socio-économique partagés, le cas des Ngiti qui pratiquent à la fois l'agriculture et l'élevage est en train de « brouiller le clivage pastoral/agricole entre les Hema et les Ngiti » (Fahey 2013 : 15). En dépit de ces similitudes, un certain nombre d'observations soulignent pourtant à quel point les Lendu et les Hema sont séparés par des frontières politiques et culturelles. La domination coloniale, à travers l'établissement de clivages administratifs entre les communautés, a renforcé cette séparation :

Premièrement, le pouvoir colonial a construit une infrastructure et une économie politique en Ituri pour soutenir l'exploitation de l'or, mais cela a nécessité des formes de contrôle qui ont mis à rude épreuve les relations locales. Deuxièmement, la priorité coloniale accordée à

l'or a engendré de nombreux conflits fonciers, qui se sont traduits notamment par la nomination de chefs, le redécoupage des frontières, la séparation physique des populations et l'octroi de droits de concession ou de plantation aux colons blancs. [...]. Troisièmement, les agents coloniaux considéraient les populations locales sous un prisme racial, entraînant des narratifs ethniques de supériorité (Hema) et d'infériorité (Lendu). (Fahey 2013 : 9)

Le complexe de gouvernance coloniale, les impératifs infrastructurels, ambitions économiques et le racisme structurel, ont aliéné les communautés de leur propre histoire et sont devenu par la suite des sources majeure de tensions et conflits intercommunautaires. L'accaparement des terres par les colons, l'expropriation et la redistribution mal conçue des droits à l'accès et à la propriété des terres ont contribué à priver de leurs droits une grande partie de la population. Les Lendu en ont été les principales victimes à l'époque, en raison des stéréotypes raciaux, alimentés par les récits de Henry Morton Stanley sur les deux communautés, qui les considéraient comme des groupes « inférieurs » de la population. L'identité ethnique est devenue non seulement figée, mais elle a également conduit à une manifestation d'appartenance à une classe socio-économique spécifique (Pottier 2004 : 153).

Dans l'État Indépendant du Congo (1885-1908), cette démarche s'était appuyée sur une réorganisation de l'autorité coutumière imposée de l'extérieur, à la fois en termes de territoire (dépossession dans le but de créer une économie de plantation) et de domination, notamment par la réattribution arbitraire des postes coutumiers. Cette approche trouve son origine dans l'idéologie coloniale d'une « mission civilisatrice » et dans la nécessité opérationnelle d'accroître l'efficacité économique de l'extraction coloniale en rendant l'espace et la société plus lisibles, quelles que soient les conséquences à long terme (Bakonzi 1982 : 175 ; Schouten 2016 : 6). Initialement sans une forte orientation ethnique, ces politiques ont fini par favoriser les Hema par rapport aux Lendu, comme l'illustre la violence concomitante, notamment le meurtre en 1911 de Bomera, un chef Hema nommé par les Belges.

Au fil du temps, la politique coloniale, renforcée par la création de classes dépourvues de terres, les sécheresses ultérieures et l'accentuation des tensions existantes, a ainsi contribué à une situation dans laquelle les Lendu et les Hema ont des différends importants, dont beaucoup ont continué à s'envenimer d'un cycle de conflits à l'autre. (PAX 2019 : 10)

Si les grandes lignes idéologiques n'ont pas changé de manière spectaculaire sous l'administration publique coloniale belge de 1908 à 1960, l'approche manifestement pro-Hema est devenue un peu plus nuancée durant cette période. Certains administrateurs coloniaux locaux ont même ouvertement favorisé les Lendu. Cependant, cela n'a pas contribué à équilibrer les tensions précédemment semées. Au contraire, cela a provoqué une vague de nationalisme Lendu et donné l'image d'envahisseurs aux les Hema (bien que les ni Hema ni les Lendu soient autochtones). Se revendiquant « bantous », les Lendu considèrent les Hema comme des « nilotiques ». Pourtant, le Kingiti, parlé par les Lendu-Ngiti, et le Kilendu, parlé par les Lendu-Bale, Hema-Gegere, ne sont pas des langues bantoues, contrairement au Kihema, parlé par les Hema-Nyoro (Nassenstein & Dimmendaal 2020).

Compte tenu de sa position géographique (au bord du lac Albert) et de son poids démographique à l'époque, Djugu a été au cœur des politiques coloniales de dépossession et de division (Pottier 2004) et a largement figuré dans des affaires de manipulation coutumière (PAX & Haki na Amani 2009 : 21).

2.2 L'Ituri de 1960 à 1998

La dépossession et la manipulation ethnique n'ont pas cessé après le colonialisme. Si les concessions coloniales sont restées pour la plupart détenues par des étrangers jusqu'en 1973, les efforts de zaïrianisation de Mobutu ont nationalisé les actifs étrangers qui, par la suite, ont été redistribués, des Hema influents étant les principaux profiteurs :

« La loi Bakajika » a fourni un instrument puissant pour modifier davantage la structure sociale de l'Ituri ; en rejetant la notion de droits de propriété diffus, la loi a provoqué la formation d'une classe rurale dépourvue de terres et le passage des plantations détenues par les familles coloniales à une nouvelle classe Hema. (Vlassenroot et Raeymaekers 2004 : 390)

Cela a davantage figé le régime foncier, en contradiction avec les régimes d'accès flexibles de l'époque précoloniale. De plus, les théories raciales et manipulations ethniques ont continué à se répandre et à classer les Hema et les Lendu dans la continuité des anciens stéréotypes coloniaux (Fahey 2013 : 23).

L'organisation administrative contemporaine de l'Ituri reflète quelque peu ces déséquilibres et la confusion qui en découle : toutes les entités considérées « Hema » sont des entités coutumières à part entière et héréditaires (collectivités-chefferies), tandis que celles considérées « Lendu » sont des collectivités-secteurs, avec des chefs nommés par l'État. Le tableau ci-dessous énumère les chefferies et secteurs de Djugu et Mahagi, ceux des Hema et Lendu marqués en italique, ainsi que leurs chefs respectifs (voir aussi les cartes dans annexe, extraites dans : De Saint Moulin & Kalombo 2011).

DJUGU		MAHAGI	
Chefferies	Chefs	Chefferies	Chefs
<i>Bahema Badjere</i>	Jean-Richard Dhedda	Alur-Djuganda	Defalaise Songa III Ukia
<i>Bahema Baguru</i>	Lotute Jingunga	Anghal	Jalawure Serge
<i>Bahema Banywagi</i>	Yves Kahwa Mandro	Djukoth	Alipacu Lossani Asinda
<i>Bahema Nord</i>	David Pilo Ndrundo	Pandoro	Ukethweng'U Lokwa
Ndo-Okebo	Jean Dz'ba Bandju	Wangongo	Unecan
Mambisa	Henri Juga Tchele	Mokambo	Ang'lya Ucopi Ketha
Mabendi	Likpa Adrugesi	War-Palara	Rwoth Ng'a Ugwaru Nyipir III
Secteurs	Chefs	Secteurs	Chefs
<i>Walendu Tatsi</i>	Joel Mande Lonema	<i>Walendu Watsi</i>	Lotoma Fety
<i>Walendu Pitsi</i>	Jerome Ndalo (interim)		
<i>Walendu Djatsi</i>	Claude Mateso Mbutcho		

Dans un contexte de crise économique sur la plan national au milieu des années 1980, la situation précaire des Lendu dépourvus de terres s'est empirée, favorisant un accent ethnique plus prononcé des tensions socio-économiques déjà existantes. Des conflits à la fois intra- et intercommunautaires ont éclaté régulièrement dans les régions de Bahema Nord, Walendu Bindi, Walendu Tatsi, Walendu Pitsi et Walendu Djatsi (PAX & Haki na Amani 2009 : 90-93 ; Ansoms & Hilhorst 2014). Alors que la compétition pour le pouvoir politique local existait et continue de prospérer tant dans les chefferies que dans les secteurs, le déséquilibre entre les chefferies Hema et secteurs

Lendu, et le potentiel conflictuel des enclaves territoriales ont évolué dans les conflits récents.

La plupart des tensions depuis le milieu des années 1980 tournent autour de l'accès à la terre et le foncier et se sont produites à une période où les Hema et les Lendu s'étaient organisés en *mutualités* respectives, notamment la « Libération des opprimés et rejetés d'Ituri » (LORI) pour les Lendu et *l'Ente* (Kihema pour « vache ») pour les Hema (Pottier 2004 : 153, Fahey 2013 : 30). Tous deux ont la réputation d'être à la fois des facilitateurs de la violence et des catalyseurs de la paix. Dans un contexte d'aggravation de la crise économique et politique au début des années 1990 au Zaïre, les tensions sont devenues monnaie d'échange entre les élites politiques se disputant les suffrages (Vlassenroot et Raeymaekers 2004 : 390). Les manipulations antérieures, notamment en termes de délimitation des terres, ont renforcé cette évolution.

2.3 La guerre de l'Ituri et ses conséquences

Pendant des décennies, les tensions liées au foncier, à l'identité et à la politique locale ont été une caractéristique constante dans de nombreuses régions de l'Ituri, mais elles ont gagné en importance dans le contexte des grandes guerres régionales à partir de la fin des années 1990. L'Ouganda et le Rwanda soutenant des dirigeants et groupes armés locaux, les principales vagues de mobilisation armée se sont articulées autour des clivages ethniques. Alors que de nombreux Lendu ont rejoint le Front des nationalistes intégrationnistes (FNI) et le Front de résistance patriotique d'Ituri (FRPI), les Hema se sont regroupés essentiellement dans l'Union des patriotes congolais (UPC) et le Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC). Lorsque les Alur et les Lugbara ont été entraînés dans la guerre, ils ont créé les éphémères Forces armées du peuple congolais (FAPC). L'interaction des politiques régionales et des conflits locaux a également déclenché un nombre de coalitions éphémères lorsque le Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani/Mouvement de libération (RCD-K/ML), d'obédience Nande, s'est séparé du RCD et a commencé à opérer en Ituri.

Aux côtés de la nouvelle rébellion du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), qui s'est rapidement divisée en factions pro-Kampala [RCD-K/ML] et pro-Kigali [RCD-Goma], l'UPDF [armée ougandaise] a monté une campagne d'exploitation dans laquelle la cooptation d'entrepreneurs militaires et hommes d'affaires clés a joué un rôle majeur. Les différends locaux qui ont précédé la guerre d'Ituri ont fusionné avec la guerre régionale opposant Kinshasa et les milices loyalistes contre Kampala, Kigali et leurs forces mandataires respectives. (PAX 2019 : 11).

Si la violence en Ituri avait été moins importante pendant la première guerre du Congo (1996-1997), au cours de laquelle Laurent-Désiré Kabila a remplacé Mobutu, la deuxième guerre du Congo (1998-2004) a pleinement absorbé l'équilibre précaire de l'Ituri. Les clivages les plus larges de la « guerre mondiale africaine » sont devenues intimement liées à la guerre de l'Ituri, notamment en raison de l'implication massive de l'Ouganda et du Rwanda (Prunier 2009, Stearns 2011).

Les conflits existants en Ituri ont été amplifiés par l'arrivée de l'armée ougandaise et la façon dont elle a coopté les belligérants et les politiciens locaux. En particulier, la tentative de l'Ouganda d'installer un gouverneur Hema s'est avérée être un point de basculement pour une mobilisation accrue des Lendu qui a connu une forte impulsion après la scission du RCD-K/ML en une aile pro-Hema, dirigée par John Tibasiima, et une aile pro-Lendu, dirigée par Mbusa Nyamwisi (Pottier 2004, Pottier 2009). Le RCD-K/ML avait été un protagoniste majeur de la deuxième guerre du Congo, étant le plus fort adversaire de Kinshasa dans le Grand Nord au Nord-Kivu ainsi qu'en Ituri. Sous la direction du leader Nande Mbusa Nyamwisi et de John Tibasiima, un politicien Hema, il s'est rangé du côté de l'Ouganda suite aux tensions entre Kampala et Kigali. Peu après, des querelles internes ont provoqué une nouvelle scission : Mbusa a rallié les Lendu, tandis que l'aile Hema du RCD-K/ML a quitté le mouvement. Cela a conduit à une série d'affrontements et d'attaques en 1999, annonçant de nouvelles violences en Ituri, concentrées dans les territoires de Djugu et d'Irumu.

La violence qui éclate en Ituri est le résultat de l'exploitation, par des acteurs locaux et régionaux, d'un conflit local profondément enraciné autour de l'accès à la terre, aux opportunités économiques et au pouvoir politique. Ces acteurs utilisent aujourd'hui la guerre comme un moyen de réorganiser l'espace économique local et de contrôler la mobilité à l'intérieur et

entre ces zones. Il en résulte une lutte entre les réseaux informels qui relient les chefs de guerre locaux et les chefs rebelles à leurs commanditaires extérieurs, [...] pour le contrôle économique, politique et social. (Vlassenroot et Raeymaekers 2004 : 387).

Sous la direction du jeune politicien Thomas Lubanga, les Hema ont ensuite formé l'UPC en réponse au flirt de Mbusa avec la milice émergente des Lendu. Le comportement audacieux de Mbusa avait aliéné l'Ouganda, qui s'est volontiers rangé du côté de l'UPC (Tamm 2013a). Lubanga, cependant, a cherché à s'allier avec le RCD-Goma, soutenu par le Rwanda, provoquant le réaligement de Kampala avec un autre groupe armé Hema, le PUSIC de Kahwa Mandro. Ces développements, qui ont constitué les principaux clivages et changements d'une série d'alliances opportunistes et dirigées de l'extérieur, n'ont fait qu'obscurcir davantage la raison d'être de la guerre pour de nombreux Ituriens ordinaires et ont fortement alimenté la méfiance.

Entre 2000 et 2002, le gros de la violence s'est concentré autour de Bunia et à Djugu. Le Conseil de sécurité des Nations-Unies a alors décidé de déployer une force dirigée par la France, connue sous le nom d'Artemis, pour stabiliser l'Ituri, car la nouvelle Mission de l'Organisation des Nations-Unies au Congo (MONUC) avait pris beaucoup de retard dans son déploiement. Le conflit s'est alors déplacé vers le sud-ouest, à Irumu où

Bernard Kakado, un homme d'environ soixante-dix ans, a commencé à organiser un mouvement d'autodéfense au sein des Lendu-Ngiti. Kakado, qui sera plus tard considéré comme le père spirituel du FRPI, était directeur général de l'entreprise agricole Coopérative de développement économique du Congo. Il était aussi largement considéré comme ayant le don de prophétie. Selon un commandant du FRPI, Kakado a commencé à avertir sa communauté ngiti du danger imminent d'extermination, faisant référence à l'idée d'un empire Hema-Tutsi - une rumeur répandue pendant les guerres du Congo, suggérant que les dirigeants rwandais et ougandais voulaient annexer l'est du Congo par le biais d'alliés locaux tels que les Hema. (Tamm 2013b : 21)

Après une série d'accords de paix à différents niveaux (national, régional) et une présence accrue des Nations Unies, la violence a diminué en Ituri depuis 2004 et un important programme de démobilisation baptisé DCR (Désarmement et Réinsertion Communautaire) a été lancé. Si le DCR a réussi

à démanteler la plupart des groupes armés (dont l'UPC, le FNI, le FAPC et le PUSIC), le FRPI n'a été que partiellement démobilisée et la prévalence d'armes légères expédiées au plus fort de la guerre a encore compliqué une paix fragile. Comme d'autres programmes de DDR menés dans l'Est du Congo, les initiatives centrées sur l'Ituri ont largement échoué à dans leur objectif d'une réintégration durable.

Bien que le FRPI soit le seul belligérant de la guerre d'Ituri qui n'ait jamais été entièrement démobilisé (un effort important, parrainé par le gouvernement provincial et la MONUSCO, est actuellement en cours), il n'a pas de liens étroits avec la violence actuelle. Alors que la CODECO, le suspect le plus cité pour l'instabilité récente, a des liens historiques avec le FRPI, les preuves disponibles laissent penser qu'elle regroupe plutôt des éléments ex-FNI et des jeunes Lendu marginalisés de Djugu et Mahagi.

Ces dernières années, de nombreux efforts de paix et de stabilisation ont marqué l'Ituri, qui est passé du statut de district à celui de province lors du processus de décentralisation de 2016. Cependant, une série de problèmes structurels profonds n'ont pas été résolus, notamment les dysfonctionnements en matière de gouvernance et de justice foncière (dont beaucoup se situent également au niveau national) ainsi que la dualité entre la gouvernance coutumière et étatique. En outre, on constate une répartition inégale du pouvoir politique local, enracinée dans le système bifurqué de chefferies et secteurs et dans la démarcation imbriquée des entités et des enclaves respectives. Ces facteurs ne font qu'accroître l'impunité et la compétition d'accès aux terres, aggravés par les intérêts des élites et les conflits fonciers et identitaires insuffisamment traités (PAX & Haki na Amani 2009) :

[...] l'Ituri d'après-guerre a connu un essor économique grâce à l'extraction de minerais et à la production agricole, ce qui a accru la pression sur le foncier en raison de nouvelles vagues d'accaparement des terres par les élites de l'Ituri et d'ailleurs. Alors qu'au niveau local, il existe de nombreux contrats de location par lesquels les Hema sous-traitent des terres aux Lendu et vice-versa, ces contrats sont de plus en plus remis en question par des revendications de propriété foncière « autochtone » qui se chevauchent, invoquant souvent des mythes de migration et d'implantation historique. En outre, la corruption a facilité la dépossession, en particulier dans et autour des anciennes concessions coloniales, car les élites riches ont utilisé

leur influence, particulièrement juste après l'indépendance, pour acquérir un accès favorable aux institutions étatiques délivrant des titres fonciers (PAX 2019 : 12).

En conclusion, si la crise de Djugu n'est pas une suite copiée-collée de conflits antérieurs, les paradigmes sous-jacents de la violence en Ituri et la rhétorique qui s'y rapporte ont joué un rôle prépondérant dans l'évolution récente. De façon plus spécifique, il s'agit de la manière dont le « caractère ethnique » de la violence sous-tend les récits du conflit, alors que des logiques politiques plus complexes tendent à être minimisées tant par les personnes interrogées que par les initiatives de consolidation de la paix et les analyses politiques de façon plus générale. Cette nouvelle crise remet toutefois en question les explications simplistes, principalement en raison de la nature mystérieuse du déploiement de la violence et de l'opacité qui entoure les présumés partis au conflit, ainsi que leur structure, leurs dirigeants et motivations. Ceci ressemble d'autres crises récentes au Congo, comme celles de Beni et du Kasaï. Même si l'Ituri a été saluée comme une exemple de la reconstruction post-conflit, les racines de la violence passée n'ont jamais été entièrement traitées, comme l'illustre la crise de Djugu. Le prochain chapitre retrace l'évolution de la violence à Djugu, allant de mi-2017 à fin 2019, en mettant l'accent sur les événements majeurs et les tournants décisifs.

Retracer la crise de Djugu

Ce n'est qu'au début de 2018 que les attaques à grande échelle ont commencé, mais les antécédents de la crise actuelle de Djugu remontent à la mi-2017, à la suite de la mort mystérieuse d'un prêtre catholique Lendu. Selon les rumeurs, son décès était dû à l'alcoolisme, mais les soupçons se sont rapidement développés. Ils ont été amplifiés par un manque de responsabilité du fait que ni l'Église ni le gouvernement provincial n'ont mené des enquêtes publiques et transparentes depuis lors. A la fin de l'année 2017, les tensions qui en ont résulté ont trouvé une suite lorsqu'un jeune Lendu s'est disputé avec des soldats du gouvernement et a volé un chargeur à munitions. Des agricultrices Hema qui se trouvaient à proximité auraient aidé à l'identifier afin qu'il soit arrêté.

Les mois suivants, Djugu a connu une série d'attaques et de représailles. Bien que nombreux de ces attaques revêtaient un caractère ethnique, ciblant les Hema et provoquant ensuite des représailles contre les Lendu, les populations et élites de tous bords ont réfuté une lecture purement ethnique, pointant à la fois le caractère insaisissable de la violence et la complicité silencieuse ainsi que l'absence de réaction de l'armée. En 2018, au premier point culminant des violences, des attaques quasi-quotidiennes ont eu lieu dans les zones Walendu Pitsi, Walendu Djatsi et Bahema Nord. Au bout de deux mois, cet épisode de violence s'est arrêté brusquement, ce qui a poussé les populations locales et d'autres observateurs à croire à une forme de coordination.

En août 2018, une nouvelle vague d'attaques a spécifiquement visé les forces de sécurité congolaises. Sous la direction de feu Mukwake Mambo (dont Justin Ndugjolo a pris la relève en 2019), ces attaques ont opéré sous la

dénomination de la Coopérative pour le développement au Congo (CODECO). La CODECO est une coopérative agro-religieuse autrefois liée à la rébellion FRPI basée à Irumu, mais qui opère aujourd'hui à Djugu. Comme l'ont indiqué de nombreux entretiens, la CODECO sert de moyen de coordination du recrutement et de la formation des jeunes et ex-combattants lendu depuis fin 2017. Depuis la mort de Mukwake, la CODECO était dirigée par Justin Ngudjolo jusqu'à sa mort (sans lien avec Mathieu Ndugjolo inculpé par la Cour pénale internationale). Opérant sans chaîne de commandement visible, la CODECO semble s'appuyer autant sur des cercles d'ex-combattants des FNI que sur des jeunes Lendu de Djugu.

Une accalmie couvrant la quasi-totalité de la période électorale de septembre 2018 à janvier 2019 a suivi les violences de fin 2018. Depuis, les violences ont repris, s'intensifiant à partir d'avril, avec un pic en juin. Contrairement aux attaques de 2018, menées principalement à la machette, les violences de 2019 ont vu une utilisation accrue d'armes à feu, ciblant les camps de personnes déplacées et les positions de l'armée. Depuis mi-2019, les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont lancé des opérations de contre-insurrection surnommées *Zaruba* pour remédier à l'insécurité et démanteler les présumés bastions de milices dans les forêts au Nord du territoire de Djugu.

Plusieurs initiatives visant à favoriser le dialogue entre les parties prenantes et les communautés ont eu lieu en parallèle. Cependant, ces efforts doivent encore porter leurs fruits, et les futures initiatives de stabilisation nécessiteront à la fois une compréhension plus approfondie du conflit actuel de Djugu et une approche sensible au conflit quant à l'histoire de la politique litigieuse à plus long terme et à plusieurs niveaux de l'Ituri. La situation dans la région reste volatile vers fin 2019, et le HCR a enregistré plus de 500 000 personnes déplacées. Tandis que les autorités attribuent les violences à la CODECO, l'opacité entourant les facteurs sous-jacents du conflit risque de saper les efforts de résolution du conflit.

La crise actuelle de Djugu est une histoire de pics et d'accalmies, comme le montre la reconstitution détaillée des événements dans les trois sections suivantes. Alors que des événements déclencheurs hautement symboliques

se sont produits en 2017, la première escalade majeure était de février 2018 à avril 2018. La violence s'est ensuite atténuée jusqu'en août 2018, avant de reprendre sous forme d'une vague d'attaques visant les FARDC. Bien que Djugu soit majoritairement resté calme entre octobre 2018 et janvier 2019, les attaques et massacres ont repris depuis et sont restés intenses sur la période allant d'avril à septembre 2019, avec un pic majeur en juin 2019, et en 2020. La violence est restée centrée sur Djugu en 2019 et 2020, mais s'est également étendue au territoire voisin de Mahagi.

3.1 Les moments déclencheurs de la violence en 2017

Un prêtre catholique lendu nommé Florent Dunji est décédé le 10 juin 2017 dans un village appelé Drodro. Les autorités ont déclaré que la consommation excessive d'alcool était la cause de son décès, mais cette version est contestée par les Lendu, qui soupçonnent qu'il a été tué. En l'absence d'enquêtes transparentes et après des revendications sans succès à cet effet, les Lendu ont envahi les rues et organisé des manifestations. Des interlocuteurs lendu ont rapporté avoir vu des Hema se moquer de la mort de Dunji alors qu'ils étaient assis ensemble dans des bars, ce qui a encore plus enragé la communauté Lendu.

La mort de Dunji et la controverse qui s'en est suivie ont précédé un premier épisode mineur de violence, lorsque les jeunes Lendu de Walendu Tatsi ont commencé à attaquer les villages des Hema, qui se sont à leur tour engagés dans une riposte. Ensuite, les jeunes des deux camps ont commencé à ériger des barrages routiers, ce qui a contribué à exacerber les tensions et a eu un impact sur la mobilité respective des communautés, notamment autour de Drodro. Alors que les dirigeants communautaires, notamment du côté de LORI et Ente, cherchaient à apaiser les tensions, leurs interlocuteurs se sont plaints de la gestion, à leurs yeux, peu transparente de l'affaire par les autorités gouvernementales, ainsi que de la répression des manifestations. Aucune enquête concluante sur l'affaire n'a été menée jusqu'à la fin de 2019, et de nombreuses personnes interrogées considèrent l'événement comme un facteur clé de la crise généralisée de Djugu.

La mi-décembre 2017, un deuxième événement déclencheur s'est produit à Uzi, près de Ladedjo, lorsqu'un Lendu a refusé de payer des taxes de barrage routier et a volé un chargeur à munitions aux militaires FARDC. Selon les témoignages, l'armée s'est appuyée sur des témoins Hema pour identifier et retrouver le voleur. Là encore, une réaction violente des jeunes Lendu s'est produite, attaquant les femmes Hema soupçonnées de collaborer avec l'armée. En réponse, les Hema sont allés brûler les villages Lendu voisins, notamment à Tete. Tout comme la mort de Dunji, cet événement semble s'être nettement déroulé sur des bases ethniques. Néanmoins, les interlocuteurs, quel que soit leur âge, leur sexe, leur appartenance ethnique ou leur niveau d'éducation, ont dans leur grande majorité réfuté l'idée de classer la crise de Djugu comme une guerre ethnique – citant des différences significatives dans la manière dont la violence a été employée, revendiquée et justifiée. Néanmoins, l'analyse des incidents ultérieurs montre que la plupart des attaques ont visé l'une ou l'autre communauté.

3.2 La première vague d'attaques en 2018

Si ces deux incidents ont déclenché des escarmouches isolées, le début d'une série de violences plus importantes ne s'est produit qu'au début de 2018. À partir de février 2018, des attaques et des meurtres ont été signalés presque quotidiennement dans de larges parties de Djugu. En dehors de centaines de meurtres, le principal modus operandi a été l'incendie à grande échelle de villages tant du côté des Lendu que des Hema. La plupart des violences se sont concentrées sur Djugu, les chefferies Bahema Nord et Bahema Banywagi ainsi que les secteurs Walendu Pitsi, Djatsi et Tatsi étant les plus touchés. Jusqu'à la mi-avril 2018, lorsqu'une accalmie a interrompu les violences, plus de 100 000 personnes avaient été déplacées et étaient parties soit en Ouganda, soit dans l'un des nombreux camps de déplacés autour de Bunia et Mahagi. La présente section donne un aperçu des principaux cas de violence entre février et septembre 2018.

La première série d'attaques a eu lieu le 4 février 2018 lorsque plusieurs villages de Bahema Nord (Djusa, Lera, Lovi, Ngaroli, Ngbagu, Blukwa Collectivité, Blukwa Centre, Katoto et Labo) ont subi des raids. Plus de 30 personnes ont

été tuées, plus de 400 maisons ont été incendiées et pillées. Le 7 février, des attaques ont eu lieu à Langa, Dz'mbu (Bahema Nord) et Bese (chef-ferie Banyali Kilo), faisant au moins neuf morts. Le 8 février, au moins 37 personnes ont été tuées à Kparangaza, Kawa, Tche et Logo. De nombreux témoignages affirment que les attaques ont été menées par des groupes venant de Walendu Tatsi et Walendu Djatsi. Le 10 février, 14 autres personnes sont mortes dans des attaques visant Tchura, Ulo, Ndjaza, Reta (Bahema Nord), Lidja et Kli (Bahema Badjere).

Entre le 11 et le 15 février, une série d'attaques a eu pour cible Bahema Nord. Environ 75 personnes ont été tuées à Angolu, Talire, Rule, Dzri, Blukwa, Panduru (le premier village touché à Mahagi). L'attaque de Rule a été la plus importante : plus de 60 personnes ont été tuées et le village entier incendié. La plupart des attaques ont visé les villages Hema, même si certains villages Lendu figurent parmi les cibles. Le 20 février, une première attaque contre les FARDC a fait deux morts parmi les soldats à Tche. Par ailleurs, deux civils sont morts dans une attaque à Blukwa le 24 février et quatre à Tchele le 27 février.

Le rythme des violences s'est poursuivi tout au long du mois de mars, une quarantaine de personnes ayant été tuées à Maze et Beliba le 1er mars. Une attaque simultanée a eu lieu le 3 mars à Chele, Bbani, Gobba, Ddeti, Nyanda et Chatsikipa, faisant plus d'une douzaine de morts. Un jour plus tard, six personnes ont été tuées et plusieurs villages ont été pillés. Le 7 et 8 mars, 16 personnes, dont quatre éléments des FARDC, sont mortes dans des attaques à Drodro, Masini, Tsoba et Ndoki. Une autre vague importante s'est produite le 13 mars lorsque près de 30 personnes ont été tuées à Jjo, Gbi, Ngazba et Risasi. Le 17 mars, des incendies à grande échelle ont eu lieu à Bbu, Jibba et Petro. Fin mars, les choses se sont calmées, à l'exception d'attaques à Penyi le 21 mars, faisant au moins sept morts, et le 24 mars contre les FARDC. S'il est difficile de déterminer si et quelles communautés ont été visées par des incidents précis et de les énumérer une par une en raison de l'incertitude des données, l'évaluation globale est que les deux communautés ont participé à la violence et en ont souffert.

Djugu est globalement resté calme entre avril et septembre 2018. Cependant, comme on n'a pas réussi à identifier ou à démanteler les auteurs des attaques,

la situation est restée tendue. Si quelques incidents isolés ont eu lieu, cette période a surtout été marquée par la peur des populations de rentrer dans leurs villages ou de se déplacer à travers Djugu. Certaines zones étaient considérées comme particulièrement dangereuses, comme Kafé, Dhedja et Blukwa. Alors que de nombreuses personnes déplacées n'osaient pas rentrer, et encore moins cultiver seules, les jeunes Lendu ont commencé à être de plus en plus harcelés par les services de sécurité dans ce qui était une suspicion généralisée. A en juger par la masse des attaques précédentes, concentrées sur les villages Hema, et les témoignages des assaillants étant originaires de Walendu Djatsi et Walendu Pitsi, l'opinion publique s'est rapidement focalisée sur l'idée que les Lendu se mobilisaient sur des bases ethniques.

Cependant, étant donné que certaines attaques visaient des villages Lendu, il a été difficile d'établir une tendance générale. Les violences ont repris en août 2018 à travers une série d'embuscades dirigées contre des membres de l'armée et de la police. Une attaque majeure de cette période s'est produite le 16 septembre : des combattants dirigés par Mukwake Mambo, un ancien membre du FNI devenu leader dans la CODECO, ont tué neuf soldats des FARDC à travers différentes positions de l'armée à Tara, Songamoya et Muvaramu. Après une attaque le 24 septembre à Bule, Mukwake a été blessé et est décédé peu après. La période a été marquée par de nombreux assauts contre des positions des FARDC, entraînant la mort de plusieurs soldats. Des affrontements ont également eu lieu entre des unités FARDC nouvellement déployées et des présumés CODECO tout au long de la fin septembre 2018. La plupart de ces affrontements se sont produits à Walendu Tatsi et Walendu Pitsi.

Les violences de 2018 présentaient globalement des caractéristiques spécifiques : la plupart des attaques ont été menées de nuit, à l'aide d'armes blanches plutôt que d'armes à feu – à l'exception des raids sur les positions des FARDC attribuées à Mukwake vers la fin 2018. Et si le gouvernement a été lent et timide pour répondre aux attaques de février et mars 2018, il est souvent devenu lui-même une cible lorsqu'il est intervenu pour protéger les populations. Trois principaux types de violence sont venus s'ajouter aux attaques de 2018 : pillage, incendie et homicide. Pris ensemble, ils forment une combinaison de violence propice à un objectif plus large consistant à

effrayer et traumatiser les civils par la perte à la fois de vies et de moyens de subsistance.

Sur les 75 entretiens à l'origine de ce rapport, un tiers des personnes interrogées ont également souligné la perte des récoltes et du bétail suite aux déplacements massifs. Bien que plus de Hema que de Lendu aient été tués, il est moins clair si la majorité des attaques ont été menées par des Lendu ou si les attaques ciblant les Hema étaient plus fréquentes ou plus meurtrières. Alors que les violences restent mystérieuses, le rôle de Mukwake dans les attaques de septembre a fourni une première indication quant à un rôle potentiel de la CODECO dans la mobilisation, le recrutement et l'entraînement, mais aussi les liens biographiques du groupe avec les ex-FNI plutôt qu'avec les réseaux FRPI. En somme, les violences de 2018 suggèrent un minimum de coordination, tant dans la manière dont les violences ont commencé en février que dans leur brusque pause deux mois plus tard. La violence d'août et septembre montre à son tour une forte orientation anti-FARDC.

3.3 Le conflit se poursuit en 2019

Après une période d'accalmie à la fin de 2018, coïncidant avec la période précédant les élections présidentielles, parlementaires et provinciales, la violence a repris en début 2019. Les attaques sporadiques se sont de nouveau multipliées de manière significative depuis avril, débordant de plus en plus sur le territoire voisin de Mahagi, plus diversifié sur le plan ethnique, notamment dans les chefferies de Djukoth, Pandoro, Mukambo et Mokabo en mai et juin 2019. Contrairement à ce qui s'est passé en 2018, les attaques de 2019 ont de plus en plus souvent été attribuées de manière non spécifique à la CODECO et plusieurs entretiens, y compris avec les FARDC, les agents de renseignement et la société civile locale, ont désigné les zones de Walendu Pitsi (forêt de Wago), Walendu Djatsi (Kpandroma, forêt de Mbau) et Walendu Watsi comme des bastions de la milice.

En 2019, les logiques de violence ont changé et les camps de déplacés sont devenus des cibles principales d'attaques, en raison du besoin d'approvisionnement des assaillants mais aussi de l'objectif de voler le bétail qui

accompagnait les déplacés. Par ailleurs, il convient de noter qu'aussi les Lendu fuient de plus en plus les attaques présumées de la CODECO pendant cette phase. À la mi-2019, les FARDC ont lancé l'opération *Zaruba* (« vague ») dans les bastions présumés de la CODECO, entraînant des déplacements supplémentaires, mais aussi un affaiblissement de la CODECO. Cette section offre une narration non exhaustive des événements tout au long des neuf premiers mois de 2019.

Le 22 janvier, des attaques ont visé une position des FARDC à Largu. Quatre soldats et trois assaillants ont été tués dans les affrontements et plusieurs ont été blessés. Le 15 février, la position des FARDC à Blukwa-Mbi a subi une attaque, déclenchant un déplacement à grande échelle dans les villages environnants. Pourtant, ce n'est qu'en avril que l'enchaînement des attaques s'est à nouveau accéléré avec des tueries quasi quotidiennes. Le 5 avril, la position des FARDC à Nyapala a été attaquée, faisant trois morts (deux soldats et un policier) et des caches d'armes ont été pillées. Le 7 avril, cinq personnes ont été tuées lors d'une attaque au marché de Kalo. Le 11 avril, des personnes soupçonnées d'avoir attaqué Kalo ont été arrêtées. Le 11 avril, plus de 200 vaches ont été volés à Reta. Le 15 avril, quatre personnes ont été tuées à Loko (Dhedja) et le 16 avril, plusieurs attaques ont eu lieu à Bahema Badjere et Bahema Nord, mais aucune victime n'a été signalée. Le 28 avril, plusieurs civils ont été tués à Losandrema (Bahema Badjere).

Le 6 mai, trois personnes ont été tuées à Bapu (Bahema Nord) après un affrontement entre des assaillants et l'armée dans la localité voisine de Laudjo (Walendu Pitsi). Les militaires FARDC ont traqué les assaillants et les ont combattus dans la forêt de Wago où sept soldats ont été capturés par de présumés CODECO. Le 8 mai, quatre officiers FARDC ont été tués (dont deux colonels) près de Moganga au bord du lac Albert. Le 13 mai, un civil a été tué par les FARDC à Angolu. Le même jour, des assaillants ont tué deux militaires à Datule (Walendu Djatsi) et ont emporté leurs armes. Le 15 mai, quatre personnes ont été tuées dans la région de Tara, près du lac Albert.

Le 21 mai, cinq personnes ont été tuées à Lona Lotsikpa. Le 27 mai, plusieurs maisons ont été incendiées dans la même région, et un nourrisson a été brûlé vif. Le 4 juin, des combats intra-FARDC ont causé la mort d'un soldat à Joo,

dans la région de Losandrema, suite à un désaccord sur les rations militaires et leur distribution. Le 5 juin, plusieurs attaques ont eu lieu, dont l'enlèvement d'un prêtre à Jibba. Le 9 juin, deux soldats des FARDC sont morts après des affrontements avec des combattants non identifiés à Tsubba (Mambisa) et plusieurs pillages ont eu lieu dans le Bahema Nord.

Le 10 juin, un événement important s'est produit : un commerçant nommé Tikpa, Lendu et président de la section FEC de Kobu, a été tué à Zibiti (territoire de Mambisa) avec trois autres civils. Selon plusieurs entretiens, le meurtre a été organisé par des éléments de la CODECO sous la direction d'un certain Go. Les assaillants bénéficiaient du soutien des chefs locaux de la région de Pimbo et avaient entrepris de se venger du refus du commerçant de verser une contribution financière à la CODECO. Plusieurs véhicules circulant sur la route sont tombés dans une embuscade et ont été incendiés. Depuis le début de la crise, de nombreux opérateurs économiques ont perdu l'accès aux marchés locaux et ont dû faire face à la contrainte des rackets de protection pour garantir leur mobilité et ne pas être qualifiés de « collaborateurs des Hema ».

Les jours suivants ont été marqués par une série de pillages dans la région de Kobu, dont le meurtre de six personnes à Iga Barrière, en réaction aux manifestations populaires contre la violence. Plusieurs affrontements et meurtres ont eu lieu le même jour, impliquant les forces de sécurité, des groupes de civils en colère et des combattants non identifiés, mais il reste difficile de rassembler des chiffres complets et vérifiables. Les cas incluent le meurtre de trois personnes à Kparangaza, deux à Sayo Mongbwalu, trois à D'da, une à Kokoliko, six à Ddi. Le 11 juin, cinq personnes ont été tuées à Waiso et Noko (Walendu Djatsi) et le village de Sombo (Bahema Nord) a été incendié. Le même jour, une attaque à Tche a fait 38 morts et un convoi des FARDC est tombé dans une embuscade à Logotakpa, dans la région de Losandrema.

D'autres attaques et affrontements ont eu lieu ce jour-là à Rule, Blukwa, Ndjala, Sumbuso, Dhendro, Duvire, Ngolo, Reta et Lirri – détruisant au moins cinq centres de santé locaux (Bahema Nord) ainsi qu'à Senge, Goikpa, Nyamasa, Kabakaba, Lissei, Lenge, Raa et Dema (diverses chefferies). Selon des chiffres non confirmés, plus de 130 personnes ont été tuées lors de

différents incidents et affrontements au cours de cette seule journée. Les 12 et 13 juin, des centaines de bovins ont été pillés à Goikpa (Walendu Pitsi). Un jour plus tard, les villages de Rule, Somba, Duvire, Saokpa et Bunya ont subi des attaques qui ont entraîné la mort de près de 40 personnes. Le 14 juin, un conducteur de moto a été tué à Dhendro. Le 15 juin, deux personnes ont été tuées à Iga Barrière, des assaillants ayant tendu une embuscade à un groupe de civils ramenant les corps des personnes tuées les 10 et 11 juin, et une personne a été tuée à Ndoki par des présumés CODECO.

Un autre conducteur de moto a été tué le 16 juin à Maze, encore une fois par des présumés CODECO. Le 18 juin, la CODECO a attaqué les FARDC à Ndri et tué huit civils à Dema (Bahema Nord). Cinq civils ont été tués à Nyamamba (Bahema Banywagi). Le 18 juin, une série d'attaques a provoqué la mort de sept personnes à Reta, trois à Limbi, cinq à Tsuki, deux à Ndoki et deux à Ndjachulu. Le 21 juin, des éléments de la CODECO ont tué 16 personnes à Kafé et Mbogi (Bahema Nord). Le 22 juin, quatre personnes ont été tuées près de Sumbusu. La plupart des attaques du mois de juin ont eu lieu dans les forêts de Wago et de Mbau, qui sont soupçonnées être des repaires de la CODECO. Le 25 juin, des combats entre les FARDC et la CODECO ont fait neuf morts parmi les soldats à Kpandroma, provoquant des déplacements massifs. Ces affrontements se sont poursuivis les 28 et 29 juin près de la forêt de Wago, entraînant l'arrestation de plusieurs présumés membres de la CODECO.

Plus de 400 corps ont été récupérés par la Croix-Rouge congolaise à Djugu dans les semaines qui ont suivi l'attaque du 10 juin. Au milieu de cette grave détérioration, le président nouvellement élu, Felix-Antoine Tshisekedi, s'est rendu en Ituri le 30 juin, jour de l'indépendance de la RDC. Cependant, sa présence n'a pas eu un impact stabilisateur durable. À peine un jour plus tard, plusieurs escarmouches et attaques ont eu lieu à Makofi, Kpawi et près de Mongbwalu, faisant au moins deux morts et entraînant le pillage de plusieurs villages. Le 2 juillet, six personnes ont été tuées à Losandrema et deux à Dhedja. 80 vaches ont été volées à Loko et emmenées à Walendu Pitsi. Le 6 juillet, deux personnes ont été tuées à Dhendro. Le 10 juillet, plus de 40 maisons ont été brûlées à Kilo et le 11 juillet, un camp des FARDC a été incendié à Ndri. Le 12 juillet, deux personnes ont été tuées à Nyali.

Le 14 juillet, 13 personnes ont été tuées près de Dhedja lors d'affrontements opposant les FARDC et la CODECO. Le lendemain, dix miliciens ont été tués près de Bule alors que le gouverneur Jean Bamanisa appelait à un cessez-le-feu et que LORI organisait une conférence de paix entre les chefs de Bale. Le même jour, un soldat a été tué près de Jibba et trois civils à Katoto. Toujours le 14 juillet, d'autres corps disparus depuis le 10 juin ont été retrouvés dans une rivière près de Djailo. Le 17 juillet, un autre affrontement FARDC-CODECO près de Jibba a fait plusieurs morts. Le 21 juillet, une attaque a fait sept morts à Nguzu et Dala (Mambisa), entraînant un déplacement massif. Un jour plus tard, des affrontements ont continué entre la CODECO et les FARDC à Jibba. Le 23 juillet, sept personnes ont été tuées par la CODECO à Fichama (Bahema Banywagi), près du lac Albert.

Après trois mois extrêmement violents, un calme relatif s'est installé dès août 2019 et le rythme des attaques a ralenti. Néanmoins, le 19 août, six civils ont été tués par les FARDC à Mbau, Walendu Djatsi, les soldats ont commencé à tirer alors qu'ils cherchaient à démanteler une unité CODECO. Le 9 septembre, 20 maisons ont été incendiées lors d'une attaque à Rho, provoquant un déplacement à grande échelle, et à Nioka (Mahagi) un groupe de commerçants a été pris en embuscade. Des pillages ont eu lieu le 13 septembre à Amé et le 15 septembre à Djupawala. Au cours de cette période, plusieurs témoignages ont soupçonné un trafic d'armes par bateaux à travers le lac Albert vers la forêt de Mbau. Du 17 au 19 septembre, des attaques à Bule, Kachele, Ndoki et Pkatse ont tué près de 50 personnes et un véhicule d'une ONG internationale est tombé dans une embuscade. Au total, plus de 700 personnes ont été tuées, des milliers de bovins et d'autres bétails ont été pillés et des milliers de villages ont été détruits ou incendiés, y compris des églises, des bâtiments gouvernementaux et centres de santé.²

² Différentes sources de la société civile ont fourni des listes, estimant qu'au moins 60 centres de santé ne fonctionnent plus (Fataki 5, Rethy 5, Drodro 12, Lita 8, Linga 5, Jibba 8, Tchomia 8, plus d'autres à Nizi, Bambu, Kilo, Damas, Mangala et Mongbwalu). Selon la Croix-Rouge, les centres de santé suivants ont été détruits : Dhendro, Sumbusu, Duvire. Le même rapport mentionne également la destruction d'églises : deux à Dhendro, Kpawi, Dada, Dhema, Hukba, Reta, Duvire, Sumbusu, Mayalibo et Likida. Environ 140 écoles ont été directement ou indirectement touchées par les attaques, parmi lesquelles figurent Sumbu, Atsida, Duvire, Kpawi, Tchendji, Tsu, Lenge et toutes les écoles du groupement de Sumbusu. Plus de 40 bureaux administratifs ont été détruits à Bahema Nord, Badjere et Banywagi, ainsi qu'à Walendu Pitsi et Tatsi et Mambisa (Mahagi). Les bureaux des groupements ont été détruits à Dhendro, Sumbusu, Mayalibo, Losandrema et Dhedja.

Racines, acteurs et dynamiques du conflit

Bien que le début de la crise de Djugu remonte à la fin de l'année 2017, la violence reste insaisissable et il est difficile de discerner des schémas clairs au milieu des rumeurs répandues et de l'absence de modèles clairs. Pourtant, la crise se déroule dans le contexte d'un processus de paix et de réconciliation inachevé après la guerre de 1999-2004 et met en évidence des griefs continus ancrés dans des tensions foncières et identitaires. Partant de la description précédente de la violence en 2018 et 2019, de plusieurs semaines de travail sur le terrain en août et septembre 2019 menant à 75 entretiens en total, ce chapitre met en évidence quelques dynamiques historiques avant de plonger dans une analyse des facteurs récents de la violence et une discussion des principaux protagonistes de la crise de Djugu.

Les vagues de violence depuis le début de la crise laissent perplexes autant populations qu'analystes. Sur le terrain, la nature cyclique de la violence a donné lieu à des spéculations dont la plupart insistent sur le fait que les attaques étaient coordonnées et non le résultat d'une indignation spontanée. Les lectures de la crise de Djugu comme étant le résultat d'une violence coordonnée sont également alimentées par les conflits récents ailleurs en RDC. Tant à Beni que dans la région du Kasaï, la violence est caractérisée par une scène assez opaque de belligérants comme à Djugu. Dans les deux cas, les preuves montrent que des acteurs proches du gouvernement et de l'opposition sont impliqués dans les tueries. Cependant, contrairement à Beni, il n'y a presque pas d'enlèvements à Djugu. De plus, il y a peu de séparation entre les meurtres et les pillages à Djugu, alors que la plupart des attaques à Beni sont soit l'un soit l'autre. Comparant leur situation difficile à celle

d'autres zones de conflit, les Ituriens avaient exprimé leur crainte que la crise de Djugu ne serve de moyen pour justifier des retards et une annulation partielle des élections de 2018, comme dans la région de Beni.

Cette situation est à première vue contradictoire au constat que, par rapport à la visibilité des groupes armés et de leur entourage lors de la guerre d'Ituri, la crise actuelle est marquée par l'opacité autour des belligérants. En outre, les protagonistes de la guerre de 1999-2004 ont cessé leurs activités, à l'exception des Mai-Mai Simba de Mambasa et du FRPI en Irumu, actuellement en voie de démobilisation. Aucun des deux n'est cité dans la crise de Djugu. En revanche, compte tenu du succès limité du DDR et de l'absence de statistiques fiables sur la destination des ex-combattants de la guerre d'Ituri, d'anciens éléments du FNI, du PUSIC ou de l'UPC ont été accusés de jouer un rôle dans la crise actuelle.

Si beaucoup de ces derniers ont intégré les FARDC ou ont trouvé un emploi dans le secteur aurifère artisanal, la précarité dans les rangs de l'armée et la chute récente des cours internationaux de l'or peuvent être des facteurs propices au recrutement. Si ces hypothèses méritent d'être analysées et réfléchies, il convient toutefois de noter que l'Ituri a également connu des dynamiques de conflit cycliques par le passé, principalement dues à la manipulation ethno-politique.

4.1 Trajectoires historiques

Cette section, qui s'appuie sur le contexte historique des conflits en Ituri, explique comment des disputes de longue durée influencent la crise actuelle et ont été ravivées par l'opinion publique et les arguments politiques. Alors que d'autres communautés ont joué des rôles secondaires dans les conflits de l'Ituri, la relation entre Lendu et Hema est au cœur de ce conflit.

Tout cela est liée à une trajectoire de jalousies, de mépris mutuel et de méfiance profondément ancrée depuis l'époque coloniale. Elle est perpétuée par des mythes véhiculés par des leaders d'opinion influents. Selon ces mythes, les Lendu sont autochtones (ce qui n'est pas historiquement correct)

ou sont au moins arrivés les premiers (ce qui est probable), environ un siècle avant les Hema. Cependant, alors que les Lendu se considèrent des Bantous, il est frappant de constater que, comme le Ngiti ou Alur, le Lendu (parlé par les Lendu-Bale et les Hema-Gegere) est une langue central-soudanaise, donc nilo-saharienne. La jalousie et le mépris sont également enracinés dans des stéréotypes raciaux de l'idéologie coloniale et les voix radicales ituriennes, comme l'illustre la thèse du feu professeur Lobho Iwa Djugu, invoquée comme preuve « scientifique » de l'infériorité des Lendu. Ce type de discours racial, ainsi que d'autres, attribue une intelligence moindre aux Lendu par rapport aux Hema « supérieurs » et est fortement influencé par les stéréotypes coloniaux et raciaux. Les tensions entre Hema et Lendu se reflètent et s'amplifient également dans la justice sélective ou l'impunité et la représentation inégale dans les institutions de l'État. Par analogie avec les plaintes concernant la forte représentation des officiers de l'armée parlant le kinyarwanda dans les deux provinces du Kivu, de nombreux Ituriens se plaignent du nombre d'officiers hema dans les rangs des FARDC.

Un autre problème historique est la répartition des terres et ressources. Comme mentionné plus haut, la politique coloniale, fondée sur les prémisses de l'extraction et de la domination, a manipulé la gouvernance locale et remodelé les frontières de l'appartenance et les rapports de domination. Dans le cas de Djugu (et d'autres parties de l'Ituri), cela s'est traduit non seulement par une hiérarchie artificielle des entités Hema en tant que chefferies et des entités Lendu en tant que secteurs, mais aussi par la création « d'enclaves », qui sont de petites parties d'entités administratives entourées d'autres entités. Ces enclaves comprennent des parties de Bahema Baguru (coincé entre Walendu Djatsi, Ndo-Okebo et Mambisa), Bahema Banywagi (entouré par Walendu Tatsi) et Bahema Badjere (coincé entre Walendu Pitsi et Walendu Tatsi).

L'enclavement a entraîné le déplacement des Hema, comme à Kpandroma dans le Walendu Djatsi, mais aussi à Ndrele et Amé. De nombreux Ituriens considèrent la question de l'enclavement, ainsi que d'autres dynamiques foncières telles que la dépossession et l'économie des concessions attribuées de manière opaque, comme un déclencheur régulier de tensions. Si les enclaves ont une tendance à favoriser les grandes entités Lendu, le secteur foncier et

la propriété des concessions restent dominés par les Hema depuis la décolonisation. Cependant, il ne s'agit là que de deux éléments d'une typologie plus large de conflits liés à la terre. La contestation porte également sur les limites territoriales (entre Djugu et Mahagi, ainsi qu'entre Djugu et Irumu), ainsi que, plus localement, au niveau des chefferies et secteurs mais aussi entre des nombreux groupements et villages. Au-delà de ces tensions plus structurelles, il existe de nombreux conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs, entre populations locales et concessionnaires, autour des terres agricoles et des pâturages ; mais aussi, en rapport avec les dysfonctionnements du système judiciaire, autour des conflits spécifiques sur des parcelles en raison d'occupation illégale ou de déguerpissement.

En conclusion, si la crise actuelle n'est pas la continuation pure et simple d'animosités ancrées et de tensions historiques, le conflit « ethnique » se joue avant tout autour du foncier et du territoire, ainsi que du pouvoir politique local qui y est rattaché. Les problèmes historiques fonciers continuent donc d'alimenter toute nouvelle tension, aggravée par l'absence d'un État de droit, le nombre d'anciens combattants des guerres précédentes et la disponibilité d'armes légères et de petit calibre.

4.2 Les moteurs de la violence

Les racines historiques de la violence ont offert un terrain fertile à l'exacerbation d'une série de déclencheurs de violence plus contemporains dans la crise actuelle de Djugu. Elles sont autant visibles dans la diatribe entourant la violence que dans les explications locales d'incidents spécifiques et les pratiques de fustiger « l'Autre » qui ont refait surface depuis fin 2017. Cette section analyse les différents moteurs de la violence et explique comment l'histoire s'entrecroise avec le présent en Ituri, renforcée par des échecs politiques et de gouvernance. Nous organisons l'analyse tel qui suit : la propagation des rumeurs, les provocations mutuelles, la justice et l'impunité, les conflits fonciers, les ressources naturelles et les questions liées au DDR. Les moments déclencheurs présentés ci-dessus illustrent abondamment la manière dont ces facteurs contribuent à la violence.

Premièrement, la mort de Florent Dunji en juin 2017 à Drodro. En l'absence d'un travail transparent de la police et de la justice, l'impunité étant encore renforcée par la faiblesse des infrastructures judiciaires et l'absence de tribunaux et de juges en nombre suffisant, de nombreux Lendu continuent de voir dans le décès du père Dunji le symbole de leur propre impuissance face aux institutions et le manque de pouvoir revendiquer ses droits. Certains soupçons se fondent sur le fait que les cinq autres prêtres de la paroisse de Drodro sont des Hema. Feu Justin Ngudjolo, l'ex-dirigeant de CODECO en 2019 et 2020 (la milice décentralisée et responsable de nombreuses attaques), est un cousin de Dunji. Des sources suggèrent que Ngudjolo reçoit un soutien important de la part des Lendu influents opérant dans l'ombre, dont beaucoup avaient demandé, sans succès, des enquêtes plus approfondies sur la mort de Dunji.

Deuxièmement, l'incident qui s'est produit à Maze en décembre 2017, lorsqu'un jeune Lendu a volé des cartouches au poste des FARDC à Uzi, à la suite d'un différend sur la taxation à un barrage routier qui s'est terminé en coups de feu. Comme les Hema du coin ont soutenu les efforts des FARDC pour trouver et arrêter le coupable, les tensions sous-jacentes ont été réactivées dans les semaines qui ont suivi cet incident, les premiers cas majeurs de violence s'étant produits autour de Maze et sur tout le territoire de Djugu.

Ces deux incidents ne sont peut-être pas les causes directes de toutes les attaques, massacres et affrontements qui ont suivi, mais ils constituent des moments décisifs importants et symboliques qui canalisent la violence future et favorisent la cohésion entre militants Lendu. En outre, ils sont invoqués par les interlocuteurs de toutes les communautés, classes et origines, et servent ainsi à expliquer la violence qui s'ensuit. Si ces événements ont donné lieu à des rumeurs, conspirations à connotation ethnique et à la diffusion de tracts et de fausses informations, ils ont également été amplifiés par l'impunité, les conflits fonciers et autour des ressources ainsi que les échecs du DDR dans le passé.

RUMEURS, COMLOTS ET TRACTS

Des rumeurs, qui conjuguent souvent faits et fiction, sont un élément important de la production de « faits sociaux » et mobilisent l'action, y compris la violence, dans des zones où l'accès à des informations fiables est à la fois difficile en général et varié selon les couches sociales. La crise de Djugu a vu se multiplier la circulation de tracts dénonçant un grand complot mêlant des problématiques aussi différentes que la CODECO, une invasion menée par les Hema, les généraux de Kabila et les grands rackets pétroliers de Total et Bolloré. Ces rumeurs sont poussées par un large éventail d'acteurs, dont des politiciens, groupes de pression, profiteurs anonymes ainsi que des théoriciens du complot connus.

À titre d'exemple, le 21 septembre 2019, un tract non signé a été retrouvé au marché d'Amé (l'une des zones « enclavées » de Djugu). Le tract annonçait une attaque le lendemain, qui n'a jamais eu lieu. Pourtant, le tract a été efficace pour semer la peur parmi les populations et le marché est resté vide le 22 septembre. Au-delà de la violence réelle, cela montre comment la menace de violence est devenue une stratégie politique puissante.

D'autres tracts et rumeurs portent sur des soupçons d'ingérence extérieure mais lient aussi souvent les Ituriens à des prétendues complicités ou plans de déstabilisation. Elles concernent souvent d'anciens belligérants, en particulier les rébellions du RCD-Goma (y compris ses successeurs, le CNDP et le M23) et du RCD-K/ML (y compris sa branche armée, l'APC), mais aussi les armées ougandaises et rwandaises, toutes deux actives en Ituri par le passé. Même des officiers de l'armée et de la police de haut rang contribuent à ces soupçons pas forcément erronés mais du moins exagérés et non prouvés. Parmi ces soupçons, il y en a un qui disait : « nous avons déjà les noms de nombreux ex-M23, mais il est trop tôt pour en faire part au public ».

D'autres théories de complot ont suggéré que le FRPI pourrait tenter de saper sa propre démobilisation en créant de nouvelles formations armées comme la CODECO. Alors qu'elle était autrefois proche du FRPI, les preuves suggèrent que depuis 2011, l'étiquette CODECO a migré vers les cercles de l'ex-FNI. Aucun des 75 entretiens n'a suggéré que les combattants Ngiti

faisaient partie de l'actuelle CODECO. Cependant, les observateurs ont noté que le processus de démobilisation du FRPI a conduit à une dissolution des rackets de protection visant le bétail Hema, déclenchant un manque à gagner tant pour les unités de l'armée que pour les combattants Lendu. Par ailleurs, les théories autour du pétrole restent particulièrement puissantes dans leurs différentes versions : certaines sources affirment que Kahwa est l'opérateur de front d'une future joint-venture entre Total et le gouvernement ougandais ; d'autres soupçonnent une tentative d'accaparement de pétrole sous la houlette de l'entreprise « Congo Oil » par l'ancien président Joseph Kabila et ses alliés sud-africains.

Ces soupçons et d'autres soupçons visant Joseph Kabila ne cessent de refaire surface, y compris de la part de fonctionnaires élus et nommés. D'autres encore, soupçonnent des entrepreneurs Nande du Nord Kivu derrière la déstabilisation, ou le Rwanda à travers l'envoi des Banyabwisha afin de saboter les intérêts ougandais en Ituri. D'autres rumeurs récurrentes s'alignent aux discours plus larges sur la « balkanisation » de l'Est du Congo, mais aussi à des événements spécifiques comme la mort de Dunji.

Comme la plupart des complots, les rumeurs sur qui et quoi a déstabilisé Djugu partent souvent d'une observation quelque peu raisonnable (dans la rationalité respective de l'interlocuteur) enrichie d'explications et d'affirmations largement invérifiables, voire tautologiques. De nombreuses rumeurs de ce type peuvent être propagées par des politiciens et autorités, visant à camoufler les échecs de gouvernance et de stabilité. Cela, en conséquence, nourrit les dilemmes de sécurité au niveau local et rallume les tensions historiques à se manifester dans le présent.

PROVOCATIONS ET APPELS SUPERFICIELS À LA PAIX

Qu'il s'agisse des tensions historiques ou des rumeurs qui circulent, ces deux éléments sont nourris par les provocations des principaux acteurs ainsi que dans des appels superficiels à la paix et à la retenue. Si la crise a déclenché une série d'appels à la paix lancés par des chefs coutumiers et autres pour qu'ils s'abstiennent de toute violence, ces appels ne sont pas nécessairement tous considérés comme sincères par la population. Les deux

principales mutualités, LORI pour les Lendu et Ente pour les Hema, en sont un exemple. Si elles restent influentes dans leurs communautés respectives et font entendre leur voix dans le contexte politique plus large de l'Ituri, les entretiens qui sous-tendent ce rapport mettent en lumière leur rôle ambivalent : si elles ont toutes deux publié des communiqués condamnant la violence à Djugu et s'associent à d'autres leaders pour des déclarations communes, elles galvanisent également « l'opinion ethnique » et les appels à la paix comportent souvent une condamnation de « l'autre communauté » et ne sollicitent la solidarité que pour la leur.

Les comptes-rendus des conférences passées et récentes de médiation et de résolution des conflits montrent une image similaire. Pourtant, compte tenu de leur audience dans différents publics et leur poids, LORI et Ente sont susceptibles de demeurer des acteurs clés pour les futurs efforts de paix et de stabilisation. Aucun des deux, cependant, n'a été cité pour avoir joué un rôle clair majeur dans le déclenchement ou l'amplification de la violence à Djugu depuis 2017.

Dans le même ordre d'idées, certains chefs coutumiers se positionnent comme des pacificateurs mais sont largement perçus comme des *pompiers-pyromanes* qui cherchent à éteindre les feux qu'ils ont eux-mêmes allumés. D'autres joueraient un rôle dans le ralliement des jeunes aux différentes formations armées. La méfiance à l'égard des élites a également contribué à une mobilisation plus décentralisée, en particulier du côté des Lendu. Une dynamique similaire existe en ce qui concerne les commandants des FARDC et la manière dont ils mènent leurs opérations, utilisant parfois des civils en soutien, ce qui en fait de ces derniers des cibles pour les groupes armés opposés à l'armée.

Plusieurs cas sont signalés, comme à Bule, dans lesquels des unités FARDC ont pillé des zones Lendu sous complicité des civils Hema. Cela nourrit l'opinion Lendu déjà existante contre les acteurs gouvernementaux, dont une partie aurait inspiré des attaques contre les FARDC au cours du second semestre 2018. Feu Mukwake Mambo a revendiqué ses attaques contre les positions FARDC sur base d'une partialité perçue de l'armée en faveur des Hema. Le succès des opérations de Mukwake, qui a tué plusieurs soldats, lui avait accordé une popularité accrue auprès des Lendu.

GOVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT

L'Ituri, qui n'est une province à part entière que depuis que la RDC a décidé de mettre en œuvre la réforme administrative décentralisée en 2016 conformément à la Constitution de 2006, présente à la fois des faiblesses bureaucratiques et institutionnelles d'une entité administrative nouvellement créée et des problèmes de gouvernance plus enracinés. De plus, des caractéristiques spécifiques induites par le conflit, telles que la forte prévalence des barrières routières, taxes et arrestations arbitraires, ont encore accentué la méfiance de la population envers les institutions pendant la crise actuelle.

Le secteur de la justice et les services de sécurité font partie des institutions qui inspirent le moins confiance aux habitants de l'Ituri. Dans la province existent peu de tribunaux et beaucoup d'entre eux ne sont pas opérationnels. Le tribunal opérationnel le plus proche de Djugu, d'après les entretiens, est le Tribunal de Paix à Mongbwalu. Cependant, les tribunaux de paix ont une juridiction limitée, contrairement aux tribunaux ordinaires et aux tribunaux militaires. Cependant, les tribunaux coutumiers sont largement démantelés dans la majeure partie de la province d'Ituri.

Cela conduit à une situation où les rares tribunaux opérationnels sont submergés par une litanie de procès autour de parcelles et terres contestées. Si les tribunaux aboutissent parfois dans un jugement de tels dossiers, cela reste exceptionnel comme l'ont montré les recherches (PAX & Haki na Amani 2009). Comme cela a été souligné à plusieurs reprises lors des entretiens, les scénarios habituels sont des non-lieux, des ouvertures de procès sans suite ou des jugements en faveur du plus offrant. Dans ce contexte, aucune affaire liée à la crise actuelle n'est encore en cours de jugement malgré les enquêtes en cours des magistrats publics et des services de renseignement de la police et de l'armée. Les interlocuteurs basés à Djugu considèrent que la redynamisation des tribunaux existants et l'établissement de nouveaux tribunaux sont une clé de la résolution de conflits. Cependant, au-delà des infrastructures, il est crucial d'assurer également un fonctionnement quotidien et impartial.

L'ABSENCE D'UN DDR DURABLE

Comme mentionné ci-haut, l'Ituri partage avec d'autres régions du Congo une histoire de programmes de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) sans succès. Le programme DDR phare de l'Ituri était appelé Désarmement et Réinsertion Communautaire (DCR) et s'est déroulé de septembre 2004 à novembre 2006. Alors que le FRPI est toujours actif (et actuellement engagé dans autre un effort de démobilisation), la plupart des combattants des autres groupes armés de l'époque de la guerre d'Ituri ont suivi le DCR. Cependant, comme d'autres programmes de DDR, le DCR a connu des échecs.

Plus particulièrement, l'enregistrement des combattants incluait des civils et le processus de désarmement était centralisé, ce qui a conduit à la stigmatisation des combattants actuels qui devaient parcourir de longues distances. En conséquence, de nombreux combattants auraient évité ou échappé le programme. En outre, de nombreux combattants se sont démobilisés sans armes, préférant les conserver en cas de résurgence du conflit. Le processus ayant été lancé à la hâte, peu de temps a été consacré en amont à la sensibilisation des combattants et de leurs communautés. Cela a suscité la méfiance entre combattants et communautés. Les antécédents de violence de l'Ituri ont rendu encore plus difficile de motiver les combattants à se faire démobiliser. Une présence continue d'autres belligérants, la partialité perçue de l'armée et ses actes d'extorsion ont déclenché des dilemmes de sécurité au niveau local auxquels les combattants ont réagi en ne participant pas au DDR.

Les groupes armés ont parfois utilisé des menaces pour décourager activement leurs combattants à déposer les armes. Et, à l'instar d'autres efforts du DDR, la composante de réinsertion dans le DCR était peu développée, ce qui a conduit à l'abandon des ex-combattants, dont certains sont retournés aux groupes armés par la suite. Il n'y avait pas non plus d'approche significative des aspects psychosociaux, tels qu'une prise-en-charge post-traumatique. Certains de ces problèmes étaient liés à un manque d'implication des communautés dans la planification et l'exécution du programme. Les communautés d'accueil des anciens combattants n'étaient ni préparées ni incluses dans les bénéficiaires, et les ex-combattants commettaient souvent des violations telles

que le vol ou l'extorsion, car leurs kits de réinsertion étaient désignés à court terme plutôt que de prioriser une réinsertion économique durable.

Par conséquent, la nature incomplète du DCR et d'autres efforts de démobilisation déployés depuis ont laissé nombre de jeunes sans emploi et sans formation et ainsi susceptibles d'être (re-)recrutés facilement. Bien qu'il n'existe peu de preuves, la CODECO est en partie composée d'anciens combattants FNI selon certains observateurs. Dans la crise actuelle, la présence d'ex-combattants sans emploi a également servi de catalyseur pour que de petits conflits dégénèrent en véritable violence. C'est ainsi que les séquelles de l'échec du DDR ont aggravé des problèmes de sécurité plus structurels.

Des membres des services de sécurité ont aussi souligné, lors d'entretiens, la porosité de la frontière avec l'Ouganda. Il y a, selon les renseignements des FARDC, au moins 200 routes et chemins non surveillés, en particulier dans la région de Wago. S'il s'agit d'opportunités pour les acteurs armés de s'organiser et de se déplacer, le manque de surveillance alimente également les nombreux soupçons d'ingérence extérieure. Cela contribue à délégitimer davantage les forces de sécurité de l'État, dont la réputation est déjà entachée par des allégations de partialité, d'extorsion et de harcèlement.

CONFLITS FONCIERS, ENCLAVES ET LUTTES DE « TERRITOIRE ETHNIQUE »

La majeure partie des conflits de l'Ituri s'articule autour de tensions liées au foncier et à l'administration territoriale, déclenchant des dynamiques de déplacement et dépossession, mais aussi des conflits de démarcation, d'accès et de propriété, auxquelles s'ajoute l'incertitude juridique du aux contentieux non résolus. Bien qu'ils n'existent des preuves que les conflits coutumiers et problèmes fonciers soient des déclencheurs directs de la violence récente, il convient de noter que certaines enclaves territoriales ont été des principaux foyers de violence et de déplacement.

Il semble toutefois qu'il s'agisse d'une cause indirecte, car les tensions existantes sont susceptibles d'avoir éclaté plus vivement dans des zones ayant une histoire de lutte pour un « territoire ethnique » (Muchukiwa 2006), où

cette contestation se concentre dans des zones densément peuplées avec des démarcations contestés. De nombreuses personnes interrogées s'accordent à dire que les griefs liés au foncier provenant de concessions à grande échelle, souvent détenues par les Hema, ainsi que la frustration liée à la démarcation des chefferies, secteurs et groupements, contribuent fortement aux tensions communautaires. Néanmoins, aucun exemple concret de liens de causalité avec les attaques n'a été fourni.

Cependant, certaines dynamiques foncières et territoriales semblent jouer un rôle plus implicite dans la stimulation de la violence. Par exemple, les attaques violentes se sont souvent concentrées autour d'enclaves et semblent être motivées par un ethnocentrisme radical et des efforts concomitants pour empêcher les Hema de traverser les zones Lendu dans les zones enclavées, comme Bahema Nord, où les routes et les chemins les plus rapides vers un autre village mènent souvent aux villages des secteurs Walendu Pitsi et Tatsi. Une dynamique similaire peut être observée pour Bahema Badjere. Pourtant, il n'existe aucune preuve tangible ou témoignage permettant d'établir pleinement ce lien. Des observations similaires peuvent être faites pour certaines grandes concessions, comme dans la forêt de Berunda.

Les rumeurs persistantes sur la présence d'unités des FARDC favorables aux Hema ainsi que d'anciens combattants M23 auraient incité les milices Lendu à intensifier leurs attaques dans ces zones afin de contrer un dilemme sécuritaire soupçonné. Toutefois, il faut placer cette question dans le contexte plus large de la controverse autour des concessions en Ituri, qui va à l'encontre de l'idée largement établie selon laquelle l'utilisation des terres devrait reposer sur une gestion coutumière. Bien qu'il n'existe pas de lien direct entre un conflit de concession et les actions de la CODECO, les griefs populaires exprimés à l'encontre des grands propriétaires terriens pourraient être un répertoire de mobilisation pour les groupes armés. Enfin, la location de terres est courante entre et au sein des Lendu et Hema. Cependant, les pics de violence coïncidant avec les périodes de récolte dans la région, les observateurs locaux suggèrent que la jalousie et l'opportunité ont pu jouer un rôle dans des attaques spécifiques.

L'OMBRE DE L'OR ET DU PÉTROLE

Après avoir discuté du rôle éminent du foncier ainsi que des dynamiques agricoles tels que les conséquences sociales et humanitaires de la perte de récoltes et d'accès aux terres agricoles induite par les déplacements, un dernier sujet mérite l'attention : les ressources naturelles. Tant en ce qui concerne la force des rumeurs comme faits sociaux que les dynamiques observables sur le terrain, les ressources minérales sont importantes en Ituri.

Bien que l'exploitation minière ne joue pas un rôle visible dans la crise de Djugu, l'imagination collective fait souvent référence à une éventuelle exploration pétrolière autour du lac Albert. Les concessions pétrolières dans cette région étaient détenues par Dan Gertler, homme d'affaires israélien proche de l'ancien président Kabila, mais elles arriveront à échéance en juin 2021 et on ne sait pas si et par qui elles pourraient être reprises. Alors que deux grandes compagnies pétrolières initialement intéressées, TOTAL et ENI, semblent ne plus s'y intéresser, une offre potentielle de Tullow Oil, qui effectue des forages du côté ougandais depuis 2006, pourrait alimenter les spéculations sur une conspiration régionale tout à fait conforme aux rumeurs populaires sur la balkanisation.

Pourtant, l'absence d'intersections directes entre la violence à Djugu et la compétition pour les potentielles futures rentes pétrolières n'exclut pas de fait un lien potentiel. De même, l'or joue un rôle important mais indirect. Ancré dans une longue histoire d'exploitation coloniale industrialisée, le secteur aurifère de l'Ituri est depuis lors une source de revenus dans la région. Les gisements d'or les plus importants sont regroupés autour de Mongbwalu et Kilo-Moto (Schouten 2016). Les opérations industrielles ayant fini en ruine comme d'autres entreprises minières à grande échelle (MIBA, SOMINKI, etc.), nombre de ces gisements ont été réappropriées par les mineurs artisanaux et ont prospéré sous la forme d'économies dites « informelles ».

Les rackets de contrebande d'or à destination de l'Ouganda ont prospéré tout au long de la guerre de l'Ituri, sous la forte participation des sociétés commerciales de l'armée ougandaise dirigées par le feu général Kazini. Le début de la crise actuelle a coïncidé avec la chute des cours internationaux

de l'or et la centralisation du commerce clandestin de l'or en provenance de Butembo par la rébellion NDC-Rénové de Guidon Shimiray. Bien que ces deux facteurs n'aient pas été observés sur le terrain, ils peuvent hypothétiquement contribuer à une perte d'opportunités de travail chez les creuseurs d'or ituriens, dont beaucoup sont d'anciens combattants, et ainsi élargir le champ des recrues potentielles.

4.3 Principaux acteurs dans la crise

Cette section présente les protagonistes de la crise. Sans attribuer de responsabilité, elle tente d'esquisser pourquoi et comment certains acteurs ont pu jouer un certain rôle, comment les différentes parties prenantes sont liées ou non entre elles, et quel est leur parcours connu.

LES RÉSEAUX CODECO ET EX-FNI

La CODECO fut créée vers 1978 par Kakado Tsubira près de Gety dans le secteur Walendu Bindi du territoire d'Irumu. Au départ, son objectif était de promouvoir le développement agricole au sein de la population Ngiti de la région, mais plus tard, il s'est également tourné vers le fétichisme et d'autres pratiques mystiques. Avec l'avènement de la rébellion FRPI pendant la guerre de l'Ituri, Kakado est devenu le producteur de *dawa* (médicaments utilisés par des groupes armés pour rendre leurs combattants invincibles au combat). Kakado a été arrêté en 2009 pour avoir soutenu le FRPI et est mort dans la prison de Bunia deux ans plus tard.

Si d'autres membres de la CODECO se sont cachés à l'époque, le nom du groupe n'a refait surface qu'en 2018, des témoins ayant rapporté que des individus utilisant ce nom soutenaient les jeunes de Djugu en approvisionnant du *dawa* et avec des cérémonies visant à les motiver pour des attaques. D'autres sources ont suggéré que la CODECO est devenue plus une étiquette qu'un groupe fixe dirigé par des personnes spécifiques, et qu'elle a été de plus en plus utilisée pour organiser des cultes et adorations religieux et ethniques chez les Lendu-Bale depuis 2011, mais plus du tout chez les Lendu-Ngiti depuis cette époque. Il semble que la mobilisation concrète à

partir de 2017 ait commencé dans les collines de Tara, où des entraînements et cérémonies d'initiation pour les recrues ont été organisés. Dans les fiefs de la CODECO, le jeudi est souvent consacré au culte, et les attaques sont donc rares. Des cérémonies de bénédiction ont lieu avant les opérations, notamment la production du *dawa* et le partage de la nourriture, y compris le *ndeera*, une sorte d'épinard auquel on attribue des pouvoirs mystiques lorsqu'il est consommé ou mangé après une cérémonie spécifique.

Si les liens traditionnels de la CODECO avec le FRPI n'ont pas été invoqués, les témoignages convergent pour dire que la CODECO d'aujourd'hui implique un certain nombre d'anciens membres des FNI, comme feu Mukwake Mambo mais aussi l'ancien chef du secteur Walendu Pitsi. De nombreux anciens combattants du FNI se trouveraient dans les rangs de la CODECO, en raison des faiblesses des efforts de démobilisation en Ituri après la guerre. En outre, c'est sous la direction de Mukwake que le groupe a réussi à formaliser de plus en plus sa structure. Alors que Mukwake est mort après des affrontements avec l'armée, et que le chef de Walendu Pitsi a été placé en congé administratif pour raison de santé, on ignore encore très clairement qui pousse, organise et finance la mobilisation, à une exception près peut-être : En 2019, Justin Ndugjolo a fait surface en tant que commandant clé de la CODECO, présentant les seules revendications connues à ce jour au nom de la structure. Ndugjolo n'a aucun lien familial connu avec l'ancien dirigeant du FNI Mathieu Ndugjolo Chui, qui a été acquitté par la CPI. En revanche, il est présenté comme un cousin du prêtre lendu assassiné, Florent Dunji. En plus de revendiquer un certain nombre d'attaques, des sources de sécurité ont rapporté qu'il avait soumis une liste de revendications aux autorités gouvernementales.

Si les réseaux de financement et de soutien de la CODECO restent largement impénétrables, le présent rapport souligne que les groupes opérant sous cette appellation extorquent des contributions aux commerçants Lendu. Le cas de l'homme d'affaires Tikpa, dont l'assassinat a déclenché une vague de violence en juin 2019, est un exemple manifeste de cas où cette stratégie s'est heurtée à une résistance, et a finalement échoué. Considéré comme un traître dont l'entreprise bénéficiait des clients Hema, le refus de Tikpa de contribuer financièrement à la CODECO a suscité la colère, et a finalement

conduit à sa mort le 10 juin 2019. Si les éléments de la CODECO ont subi peu de représailles de la part des forces de sécurité en 2018, les FARDC ont tenté de traquer certaines de leurs cachettes en 2019, notamment autour de la forêt de Wago et de Mbau lors de leurs opérations en juillet 2019.

Mettant le mouvement sous pression, cela a conduit à la dispersion de petits groupes CODECO à travers les secteurs Walendu Pitsi et Djatsi et certaines unités semblent développer une volonté de démobilisation. Parallèlement, les attaques dans les grandes agglomérations et sur les routes principales ont diminué depuis. Toutefois, lors des affrontements autour de Largu, les unités de la CODECO ont pu infliger des pertes sérieuses aux FARDC également, et ont emporté des armes de guerre. Les services de renseignement congolais ont établi une liste des potentiels bastions CODECO :

SECTOR	GROUPEMENTS	VILLAGES
Walendu Pitsi	Dhendro	Tiba, Golo, Petro, Dhendro, Goke (village of Mukwake), Djukaba, Ndalo, Ndrele, Ladi, Ngobu, Nyamandra
	Ladedjo	Lobo, Tche
	Guba	Delo, Lutsi, Godjoka
	Linga	Ndalo
	Dz'na	Ala, Diambu
	Brubu	Bale
	Ndjukpa	Nyo, Lombu, Ngambindro, Lovi
	Goikpa	Zanyo, Gipi (commander Tissu), Mbukpa, Dedja, Liba, Kalo
	Sesele	Sesele
Walendu Djatsi	Pitso	Dgala, Kamuso
	Dz'na	Mbau
	Tchudja	Kobu, Gditsi, Liso (commanders Papi, Innocent, Etienne), Ndikpa,
	Loga	Tshalaka (village of Ndugjolo)
	Saliboko	Masumbuko (commander Ngalu)
	Bedi Ezekere	Gbala, Kindia

LES RÉSEAUX EX-UPC/PUSIC

Alors que des commandants clés de l'UPC tels que Thomas Lubanga et Bosco Ntaganda ont été condamnés par la CPI ces dernières années, de nombreux anciens dirigeants de l'UPC et du PUSIC, dont le chef Kahwa Mandro, n'ont pas été inculpés pour des questions liées à la guerre en Ituri. Alors que Kahwa et ses assistants ont passé la plupart du temps depuis à faire la navette entre Kampala, Bunia et Djugu, son nom a été cité à plusieurs reprises depuis le début de la crise actuelle.

De nombreux interlocuteurs ont salué les efforts publics de Kahwa pour apaiser les tensions, notamment l'appel lancé au nouveau président Tshisekedi pour qu'il prenne des mesures contre les éventuels instigateurs externes. D'autres l'ont mis en garde contre son rôle et l'ont soupçonné de renforcer la résistance Hema et d'agir potentiellement au nom de parties prenantes ougandaises ayant des intérêts dans l'exploration pétrolière des deux côtés du lac Albert. Aucun interlocuteur, cependant, n'a fourni d'affirmations tangibles et vérifiables quant à l'implication de Kahwa.

L'ARMÉE CONGOLAISE

Comme ailleurs en RDC, les FARDC sont souvent accusées de jouer un rôle problématique dans leur mission de sécurisation et de protection de l'intégrité territoriale. A Djugu aussi, les FARDC font l'objet de nombreux soupçons et accusations de ne pas avoir réagi à temps contre la violence ou même d'être de connivence avec des auteurs de la violence. Ces accusations sont basées sur des témoignages, des preuves superficielles ainsi que sur l'observation que les fonds opérationnels, accordés uniquement aux unités opérant dans les zones actives de conflit, représentent une source de revenus importante pour les dirigeants de l'armée. Dans le cas de Djugu, l'armée a été à la fois spectateur et victime. Les mots suivants d'un commandant local de l'armée interrogé sont révélateurs à cet égard :

Dans l'armée, deux éléments sont nécessaires à la victoire : la capacité et la volonté.

Au début et tout au long de la première vague de violence début 2018, l'armée a systématiquement tardé à intervenir ou n'ont pas du tout réagi aux attaques. Cela est très probablement lié au déploiement dispersé de l'armée dans tout l'Ituri avant la mi-2018 (de nombreuses unités étaient plutôt concentrées dans la région de Beni) et aux limites logistiques des unités de première ligne. Toutefois, depuis la mi-2018 et tout au long de 2019, l'armée est devenue elle-même la cible de raids et a considérablement renforcé sa présence à Djugu. Depuis août 2018, plusieurs officiers supérieurs des FARDC sont morts dans une série d'incidents. Si certains de ces événements ont été identifiés par la suite comme des embuscades et des affrontements avec des présumés CODECO, d'autres semblent avoir été fondées sur des discordes internes. Dans cette deuxième catégorie figurent les cas des colonels Jaguar et Bovick tués à la fin de 2018.

Cela a coïncidé avec une présence accrue de commandants d'une notoriété aux antécédents dans d'autres opérations et zones de conflit, ainsi qu'avec une série d'incidents mystérieux et de scandales plus ou moins importants concernant l'implication illégale de troupes des FARDC dans des rackets commerciaux. Plus récemment, le nouveau commandant du secteur opérationnel de l'Ituri, le général Kabundi, a été mis en résidence surveillée par le défunt chef des services de renseignement de l'armée, Delphin Kahimbi, pour contrebande présumée de minerais, et le commandant adjoint du secteur, le général Chiviri Amuli (qui a également des antécédents d'implication dans le secteur minier) a pris sa relève. Le prédécesseur de Kabundi, le général David Rugayi, a fait face à des allégations similaires avant d'être muté au Sud-Kivu. Rugayi et Kabundi sont d'anciens officiers du RCD-Goma. S'ils n'ont pas rejoint le CNDP ou le M23, les soupçons populaires quant à leur loyauté perdurent. Ces soupçons s'étendent également à d'autres commandants.

D'autres officiers des FARDC ont été remplacés pour manque de performance ou suite à des scandales. Le colonel Rambo Kahengere a été relevé de ses fonctions pour une prétendue vente de munitions. Chiviri joue à son tour un rôle curieux en ayant rendu plus de 100 bovins aux éleveurs Hema qui avaient subi un pillage d'environ 500 bovins en juin 2019. Rambo et Chiviri sont cités dans le rappel des positions de l'armée sur les rives du lac

Albert et à Losandrema, ce qui a suscité des interrogations de la part des populations locales alors que des rumeurs émergeaient sur un trafic d'armes à travers le lac et le retour de la CODECO sur ses anciennes positions dans la forêt de Wago.

Il existe d'autres cas dans lesquels des officiers subalternes de l'armée auraient vendu des munitions, ou dans lesquels des stocks ont été laissés aux attaquants, comme à Largu, Bahema Nord. Un colonel de l'armée a été impliqué dans un vol de bétail camouflé en attaque de miliciens Lendu. Plus généralement, l'armée a contribué par inadvertance à la tension lorsqu'en décembre 2017 à Uzi, les taxes sur les barrières routières ont déclenché le vol d'une caisse à munitions par un jeune Lendu.

La méfiance à l'égard de l'armée congolaise est beaucoup plus évidente chez les populations Lendu, dont beaucoup considèrent les FARDC comme un allié des Hema étant donné la prépondérance perçue des officiers Tutsi aux postes clés, y compris dans les remaniements récents à partir de la mi-2019 ainsi que le déploiement des commandants ex-RCD mentionnés ou des officiers Gegere tels que le colonel Ngadjole Tipi Zerozero et Banyamulenge tels que le colonel Michel Rukunda Makanika, déserté peu après, même si aucun cas avéré de méfait n'est documenté pour eux dans la crise actuelle.

Cette perception est sous-tendue par des arrestations arbitraires de jeunes Lendu soupçonnés en bloc d'être des membres ou des sympathisants de la CODECO. La réputation de l'armée de pencher en faveur des Hema-Gegere est en contraste avec une prétendue sympathie de la police congolaise pour les Lendu. Plusieurs sources ont fait état de tensions entre l'armée et la police après que des potentiels suspects Lendu aient été libérés de leur détention.

Plus généralement, l'armée, comme d'autres services de sécurité, a été accusée de prioriser ses revenus aux opérations et d'attribuer les postes et grades non pas en fonction du mérite mais sur base de patronage. Outre les anciens officiers du RCD-Goma, d'autres commandants déployés en Ituri sont soupçonnés d'entrer dans cette catégorie. La région militaire de l'Ituri (la contrepartie administrative du secteur opérationnel) est dirigée par le général Etienne Bindu depuis fin 2018, précédemment soupçonné de soutenir

l'ancien commandant rebelle Sheka Ntabo Ntaberi. Avant Bindu, le général She Kasikila, un ancien commandant Mai-Mai, occupait un poste clé dans la région militaire de l'Ituri.

LES ÉLITES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Depuis la guerre de l'Ituri de 1999 à 2004, les principaux dirigeants politiques de la province sont restés pratiquement les mêmes. Des politiciens chevronnés tels que John Tibasiima ou Pilo Kamaragi restent influents dans le débat politique et sont écoutés par les Ituriens. De même pour des chefs coutumiers tels que Kahwa Mandro et Emile Longbe, critiqués pour avoir prêché la paix en préparant la guerre.

D'autres, comme Mbusa Nyamwisi, ne sont pas des Ituriens mais conservent une influence grâce à leurs réseaux et à leur importance historique. Plus globalement, les Ituriens interrogés désavouent leurs dirigeants. Hema et Lendu ont souligné que même si leur histoire de cohabitation est marquée par des tensions, les niveaux actuels de violence sont inhabituels et accusent les élites de manipulation ethnique. Certains interlocuteurs ont illustré cela en soulignant que dans des zones spécifiques, telles que Fataki, la cohabitation pacifique s'est poursuivie tout au long des grandes vagues de violence. L'évolution de la politique locale et provinciale, notamment le passage de l'Ituri du statut de district à celui de province dans le cadre de la décentralisation, a pourtant propulsé de nouveaux acteurs sur la scène, comme le gouverneur sortant Abdallah Penembaka qui n'avait pas une solide réputation de pacificateur. La politique de l'Ituri est marquée par des tensions locales, souvent sur base d'une longue date de tensions entre Lendu et Hema à Irumu et Djugu (mais moins à Mahagi, Mambasa et Aru) ; elle est également marquée par des clivages nationaux, principalement entre les pro- et anti-Kabila depuis 2016. En outre, la sphère politique de l'Ituri demeure influencée de manière considérable par des dynamiques extérieures, notamment celles des provinces voisines du Nord-Kivu et de l'Ouganda.

Sur le plan économique, la province est stratégique pour les entrepreneurs congolais et étrangers. Située sur des routes commerciales clés et abritant de nombreuses ressources (entre autres l'or et le pétrole), elle a servi de source

d'approvisionnement à l'Ouganda pendant la plupart des guerres du Congo et ses principaux postes frontaliers, Kasenyi et Aru, figurent parmi les principales douanes terrestres de la RDC en matière de marchandises échangées (importation et exportation). Cette envergure se traduit par une fédération provinciale d'entreprises (FEC) particulièrement forte, dirigée par Constant Bubu Lenga, ainsi que par d'autres entrepreneurs de poids, dont le négociant en carburant David Kiriku ou Aroka Kopka, chef de la FEC à Kpandroma.

ACTEURS RÉGIONAUX

L'Ouganda est fréquemment cité, bien que de manière vague, comme un acteur clé de la crise de Djugu, à la fois en raison de son actuelle implication dans les conflits armés en Ituri et des nombreuses théories de conspiration sur l'ingérence étrangère dans l'Est de la RDC. Si certaines de ces hypothèses renvoient à des acteurs clés de l'Ituri vivant en Ouganda, d'autres ont trait à la porosité des frontières autour du lac Albert, qui permet des activités économiques non officielles des deux côtés, comme la contrebande d'armes et de minerais. Dans la crise de Djugu, le pétrole a été un thème récurrent pour les Ituriens pour expliquer la déstabilisation de la province.

Certaines élites de l'Ituri ont été accusés d'être des agents facilitant soit l'accès de Kampala au pétrole congolais, soit le sabotage de l'exploration congolaise au profit des opérations ougandaises déjà en cours de l'autre côté du lac Albert. Ces théories, cependant, émanent souvent de voix radicales, justifiant en partie le recours à la mobilisation armée au nom de la CODECO. Parmi les soupçons plus généralisés dans tout l'Est de la RDC et le thème d'infiltration par des forces étrangères, on peut citer l'arrestation de plusieurs ex-combattants présumés du M23 en avril 2018 dans la région de Kadilo, alors qu'ils traversaient les forêts de l'Ituri avec des armes.

Cependant, on ne sait pas s'ils ont été engagés par des bergers Hema pour protéger le bétail (dans de nombreuses régions de l'Est du Congo, le bétail est protégé par des gardes armés) ou pour une autre raison. Un autre cas est celui d'un ancien pêcheur connu sous le nom de Biogi (un Hema de Losandrema vivant en Ouganda), dont les pirogues auraient été utilisées pour transporter des armes sur le lac.

Les rumeurs courent aussi sur des présumées infiltrations de ressortissants ougandais et rwandais dans le but d'atteindre les forêts de Berunda et de Tara et pour y rejoindre des milices Lendu ou Hema. Pourtant, ces affirmations ne sont jamais prouvées par les interlocuteurs. D'autres rumeurs ont émergé concernant des migrants parlant le kinyarwanda qui se sont installés ces dernières années à Irumu (Boga), connus sous le nom de Banyabwisha, qui seraient originaires de Rutshuru.

Bien qu'il existe des rapports sur des assaillants parlant le Kinyarwanda ou le Swahili avec un accent particulier, aucune preuve tangible ne vient corroborer la version selon laquelle les Banyabwisha auraient été impliqués dans les violences de Djugu, à part des rapports non confirmés sur des cartes d'identité suggérant l'identité hutu qui ont été récupérées sur des assaillants tués.

L'impasse de stabilisation

Djugu, en raison de sa situation relativement calme depuis le début des efforts de stabilisation ainsi que de l'engagement de la MONUSCO par le biais de son unité d'appui à la stabilisation (SSU), est resté en dehors de l'attention des programmes concomitants. En comparaison avec le territoire d'Irumu et d'autres zones prioritaires dans les provinces du Kivu, moins d'analyses existent sur cette zone. Néanmoins, l'évolution du conflit et de la violence depuis fin 2017 démontre la nécessité de s'engager davantage. Plus encore, étant donné l'appréciation ambiguë de la MONUSCO par la population de Djugu, il est crucial pour la mission et son unité d'appui à la stabilisation de réorganiser les approches existantes et de développer de nouvelles stratégies pour avoir un impact sur la consolidation de la paix et la réduction de la violence. Néanmoins, les possibilités d'engagement sont atténuées pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, l'intervention internationale dans la crise de Djugu est restée faible et suscite des doutes :

En période de guerre, toutes les ONG se retirent. Pourquoi tuer les gens et leur apporter de l'aide et des casques bleus après ? A quoi cela sert-il ? La population n'a pas besoin d'aide mais de paix (femme interrogée, Djugu 2019).

Comme ailleurs en RDC, la frustration de la population face à des actions tardives et malavisées, motivées par des intérêts plutôt que par des préoccupations humanitaires, illustre une frustration croissante à l'égard de l'intervention internationale (de Vries 2016). Les casques bleus onusiens, par exemple, ont la réputation de rester inactifs face aux massacres, et ses unités civiles d'être trop concentrées sur les ateliers qui ressassent les problèmes

au lieu de trouver des solutions. Cela correspond à une image plus large des efforts de paix à Djugu depuis 2018. De nombreuses réunions et conférences ont eu lieu, comme la plus importante en juillet 2018, la retraite organisée à Fataki en préparation d'un dialogue plus formel.

En juin, le nouveau président Felix Tshisekedi s'est rendu en Ituri pour dénoncer un risque de génocide et promettre de résoudre la crise. Cependant, comme la violence s'est poursuivie sans relâche par la suite et compte tenu de ses déclarations génériques, les observateurs se demandent si le gouvernement n'a pas sous-estimé la complexité de la région. Néanmoins, il y a des signes positifs. De nombreux chefs coutumiers soutiennent des initiatives de paix par le biais de leurs activités respectives de sensibilisation communautaire. De plus, les organisations de la société civile et de l'église, telles que FOMI, CJDP, les ILP (initiatives locales de paix), NPM (le noyau des mères pacifistes) et les médias locaux jouent un rôle actif dans la transmission des messages de paix. Les nombreuses déclarations conjointes des dirigeants Hema et Lendu appelant à la paix et les actes d'engagement signés par les chefs Hema et Lendu sont autant de signes d'espoir. Dans ce contexte, la crise actuelle offre des ouvertures sur où les efforts de stabilisation pourraient jouer un rôle plus actif.

Mais cela dépend d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, les efforts de stabilisation dans une zone de conflit en cours sont fragiles par définition. Face à des massacres incessants, la programmation doit s'appuyer sur un ensemble de mesures d'urgence et d'alternatives opérationnelles. Le cas de Kitchanga, au Nord-Kivu, montre à quel point des efforts de stabilisation peuvent être rapidement réduits à néant avec le début d'un nouveau cycle de conflit.

Ensuite, en l'absence d'une analyse à long terme et d'une programmation antérieure, les efforts de stabilisation doivent se concentrer sur une compréhension plus nuancée de la topographie du conflit et une analyse méticuleuse des parties prenantes. Comme dans de nombreuses autres politiques d'intervention dans la région, la cooptation des acteurs du conflit dans les processus de pacification et de stabilisation peut souvent être nécessaire, mais elle s'accompagne d'une série de risques. Une approche standard sans

sensibilité aux obstacles et aux semeurs de troubles risque d'être futile. Si les efforts internationaux de consolidation de la paix mettent de plus en plus l'accent sur une analyse de contexte, cette analyse n'est pas toujours transformée par la suite en programmation concrète.

De plus, les acteurs de la violence connaissent le jeu de la stabilisation et ont perfectionné une « politique du miroir » (Chabal & Daloz 1999) envers les bailleurs de fonds et les intervenants extérieurs, suggérant des fenêtres d'opportunité qui se transforment ensuite en pièges. Il est nécessaire de les associer ou de les lier aux efforts de paix, mais cela ne doit pas compromettre la crédibilité de ces efforts vis-à-vis des populations qui en sont les principaux bénéficiaires. La légitimité des efforts de stabilisation peut naître de communauté internationale, mais elle ne se développera davantage qu'avec l'adhésion durable des communautés concernées.

Comme l'a souligné ce rapport, la crise de Djugu est un mélange complexe et profond de clivages qui ont émergé au cours des siècles et qui ont déjà conduit à une première dégradation significative lors de la guerre de l'Ituri. Si ces clivages semblent surgir entre deux des principaux groupes ethniques de l'Ituri, les Hema et les Lendu, leurs logiques profondes sont complexes et impliquent des dynamiques foncières, territoriales et politiques, ainsi que des mémoires collectives et émotionnelles, comme les sentiments d'infériorité et de supériorité imprégnés dans les communautés durant plus d'un siècle de domination coloniale, de mauvaise gouvernance et de violence.

Ces facteurs tangibles et invisibles peuvent ainsi facilement être activés dans des cas spécifiques de contestation ou de provocation, comme l'ont démontré les facteurs déclencheurs de la crise de Djugu précédemment. Ils sont ensuite amplifiés par un contexte plus large de faiblesse institutionnelle, de dysfonctionnement du secteur de sécurité et de justice, et des politiques manipulatrices.

Dans le cas de Djugu, la concurrence pour les terres à usage agricole et d'élevage, ainsi que les chaînes d'approvisionnement en bois, est accentuée sur la base de critères apparemment ethniques entre Hema et Lendu. Alors que, même dans un contexte de violence intense, les membres des deux communautés continuent de s'entendre dans certains domaines, les antagonismes historiques alimentent la violence en fonction du clivage ethnique. L'émergence de la CODECO en est un exemple.

Enracinés dans une mobilisation clandestine à la suite de deux événements comparativement mineurs mais hautement symboliques, des leaders radicaux ont vu une opportunité de mobiliser des sentiments ethniques. Par la suite, cela est devenu incontrôlable (comme dans d'autres cas en RDC) et la violence s'intensifie avec ou sans l'intention des mobilisateurs initiaux, les entrepreneurs armés saisissant les opportunités pour se positionner. Au fur et à mesure que la crise s'est étendue, les autorités étatiques ont été accusées à plusieurs reprises de se ranger du côté d'une communauté contre l'autre. Alors que les acteurs gouvernementaux ont initialement classé la crise comme étant ethnique, les principaux leaders communautaires et ecclésiastiques réfutent cette lecture et avancent des motivations politiques cachées, notamment l'hypothèse (entre-temps réfutée) selon laquelle la violence pourrait être utilisée comme moyen de reporter les élections de 2018 en Ituri. La citation suivante réunit certains débats et soupçons plus larges parmi les Ituriens :

La situation actuelle en Ituri est liée à la présence de la CODECO, qui prétend protéger les Lendu contre l'invasion des Hema. Ce groupe défend d'une manière ou d'une autre les intérêts de la communauté Lendu. A mon avis, les vaches des Hema qui ont détruit les champs des Lendu seraient la principale cause sous-jacente. Il y a aussi l'expulsion des villages Lendu près du lac Chomia pour faciliter l'exploitation pétrolière autour du lac Albert.

L'évolution de la crise se caractérise par l'utilisation accrue des armes à feu en 2019, ainsi que par le ciblage accru des positions des FARDC (qui a commencé en août 2018). Certains interlocuteurs l'expliquent par la rancœur des Lendu contre la prétendue partialité des FARDC, d'autres suggèrent des raisons pratiques en termes d'approvisionnement. En outre, à la mi-2019, le conflit s'est concentré spécifiquement sur la confrontation entre CODECO et FARDC. La violence de 2019 cible également de plus en plus des enfants, des personnes âgées et des populations dans les camps de déplacés.

Entre temps, le niveau de destruction est resté le même : les attaques sont souvent accompagnées de pillages et d'incendies de maisons et de bâtiments publics. Si les incendies et pillages ont légèrement diminué en 2019, les attaques sont devenues plus meurtrières pour les civils. Bien que des statistiques officielles et fiables n'existent, les professionnels de santé dans

la région parlent d'une augmentation significative des cadavres récupérés après les attaques. Si l'utilisation accrue d'armes à feu dans les attaques est probablement liée au pillage des stocks de l'armée lors des affrontements précédents, elle s'est également accompagnée d'une utilisation accrue d'uniformes de l'armée par les assaillants.

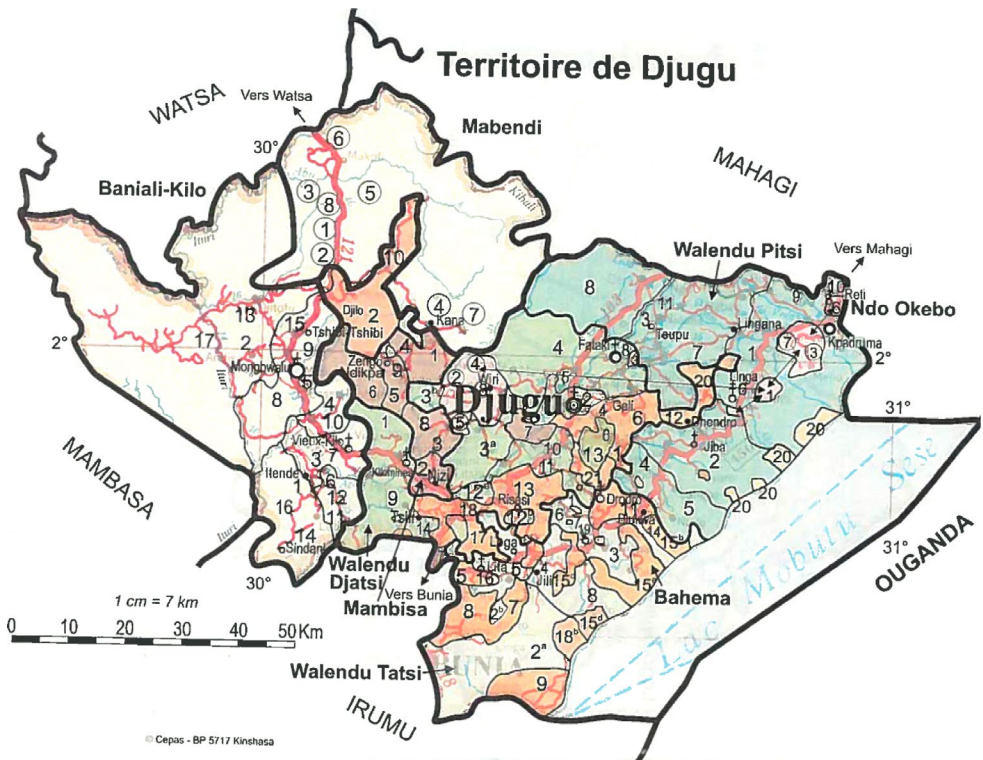
En somme, la crise de Djugu est restée une guerre largement mystérieuse, incluant potentiellement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (BCNUDH 2020), lorsque ni les services de renseignement et les organisations internationales, ni les observateurs locaux ne semblent être en mesure de fournir une image complète. Outre les exemples de Beni et du Kasai, cela renvoie à une tendance plus large du conflit dans l'Est de la RDC au cours des cinq dernières années. Les instigateurs de la violence ont acquis un certain niveau de conscience en ce qui concerne l'observation extérieure ainsi que les moyens technologiques de la guerre. Ils ont également appris à amplifier l'impact de la violence en la rendant aussi opaque que possible, faisant accroître le sentiment de terreur.

De plus, le rôle de la province de l'Ituri dans les récentes procédures de la Cour pénale internationale (CPI) a nourri les soupçons des interlocuteurs qui se lassent souvent de parler ouvertement. Alors que les interlocuteurs n'hésitaient pas à citer les noms de personnes clés qui, selon eux, ont joué un rôle dans la violence, ils refusaient de fournir des détails supplémentaires ou de soutenir leurs affirmations, ou manquaient simplement d'informations à ce sujet. Si tout cela complique une analyse approfondie, cela offre aux auteurs de la violence le principal avantage de répandre la peur. Dans une société collectivement traumatisée, cela contribue considérablement à la suspicion, et complique les efforts de la communauté et des intervenants extérieurs à s'organiser contre la violence.

- Ansoms, An & Hilhorst, Thea (2014, eds.): *Losing your Land. Dispossession in the Great Lakes*. James Currey, London.
- Bakonzi, Agayo (1982): *The gold mines of Kilo-Moto in northeastern Zaire, 1905-1960*. PhD thesis, University of Wisconsin, Madison.
- Chabal, Patrick; Daloz, Jean-Sébastien (1999): *Africa Works. Disorder as a Political Instrument*. James Currey, London.
- De Vries, Hugo (2016): *The Ebb and Flow of Stabilization*. Rift Valley Institute, London.
- Fahey, Dan (2013): *Ituri. Gold, land, and ethnicity in north-eastern Congo*. Rift Valley Institute, London.
- Hoffmann, Kasper; Vlassenroot, Koen and Buescher, Karen (2018): *Competition, Patronage and Fragmentation: The Limits of Bottom-Up Approaches to Security Governance in Ituri*. Stability 7(1), 1-17.
- Nassenstein, Nico and Dimmendaal, Gerrit (2020): *Bunia Swahili and emblematic use of language*. Journal of Language Contact, forthcoming.
- Office of the High Commissioner for Human Rights (2020): *Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, Province de l'Ituri*. OHCHR, Geneva.
- De Saint Moulin, Léon and Kalombo, Jean-Luc (2011): *Atlas de l'organisation administrative de la République démocratique du Congo*. CEPAS, Kinshasa.
- PAX & Haki na Amani (2009): *Conflits fonciers en Ituri. Poids du passé et défis pour l'avenir de la paix*. PAX, Utrecht.
- Pottier, Johan (2004): *Roadblock Ethnography: Negotiating Humanitarian Access in Ituri, Eastern DR Congo, 1999-2004*. Africa 76(2), 151-179.
- Pottier, Johan (2009): *Representations of Ethnicity in the Search for Peace: Ituri, Democratic Republic of Congo*. African Affairs 109(434), 23-50.
- Prunier, Gérard (2009): *From Genocide to Continental War*. Hurst, London.
- Schouten, Peer (2016): *Extractive Orders: a political geography of public authority in Ituri, DR Congo. JSRP Paper 30*. London School of Economics, London.
- Stearns, Jason (2011): *Dancing in the Glory of Monsters. The Collapse of the Congo and the Great African War*. Public Affairs, New York.
- PAX (2019): *Reigniting Ituri? Towards a Reading of the 2018 Djugu Violence*. PAX, Utrecht/Bunia.
- Tamm, Henning (2013a): *UPC in Ituri. The external militarization of local politics in north-eastern Congo*. Rift Valley Institute, London.
- Tamm, Henning (2013b): *FNI and FRPI. Local resistance and regional alliances in north-eastern Congo*. Rift Valley Institute, London.
- Vlassenroot, Koen & Raeymaekers, Timothy (2004): *The politics of rebellion and intervention in Ituri: the emergence of a new political complex?* African Affairs 103(412), 385-412.

ANNEXE :

Cartes administratives de Djugu et Mahagi



Chefferie ALUR-DJUGANDA

- 1 ANIOLA-MONT-ZEU
- 2 AUKPA
- 3 DJUPUKANYA
- 4 KOCH-LALA
- 5 KUSU
- 6 NDAMA

Chefferie ANGHAL □

- 1 ABIRA
- 2 AGBA
- 3 ALUR
- 4 ANGHAL II
- 5 AWO
- 6 DJUPIO
- 7 JUPAGASA
- 8 NZINZI
- 9 PARAMVOR
- 10 SABU
- 11 UKAZU
- 12 URII

Chefferie DJUKOT

- 1 BERUNDA
- 2 DJUPAJOW
- 3 DJUPANYALENGI
- 4 DJUPAWALU
- 5 PAKER
- 6 PAMITU-AMESE
- 7 UMOYO

Chefferie MOKAMBO

- 1 ABIA
- 2 APALA
- 3 ARE
- 4 AWASI
- 5 JUPANYANGU
- 6 LABO-RAMOGI
- 7 MUSONGWA
- 8 MUSWA
- 9 RUVINGA

Chefferie PANDORO

- 1 AISSI
- 2 AKARA
- 3 AVOGIRA
- 4 JUPACIMVOR
- 5 JUPAKINGI
- 6 JUPALANG'U
- 7 JUPAMALAWI
- 8 JUPAZANGO
- 9 JUPUJURU
- 10 MUTCHAPA
- 11 NGOTE
- 12 PADYERE
- 13 PAMITU
- 14 PAMONE
- 15 RONA

Chefferie WAR-PALARA

- 1 ANNEXE BAKU
- 2 BAKU
- 3 DJUPAMAMBA
- 4 GOSSI
- 5 PACUTA
- 6 PAKWO
- 7 PAKWONG'A
- 8 PALARA
- 9 PAPINO-KABASA
- 10 PAROMBO

Chefferie WALENDU-WATSI

- 1 ADRA-WATSI
- 2 NZEBA-WATSU
- 3 SHARI-YATSU

○ Chef-lieu de territoire et centres d'au moins 20.000 habitants

Territoire de Mahagi

